

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste : Rapport de Boukharine sur le programme de l'I.C. ; Rapport de Kolarov sur la Question paysanne ; Rapport de Riasanow sur l'Édition des Œuvres de Marx et Engels.

— La réorganisation du P.C.A. sur la base des cellules d'usines (*Urban*). — Le plan des Experts et les antagonismes dans la bourgeoisie française (*Ruis*). — Vers un parti mondial unique (*J. Steklov*). — Pour l'Internationale paysanne.

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport de BOUKHARINE sur le Programme de l'I. C.

Nous sommes deux rapporteurs désignés par l'Exécutif, Thalheimer et moi, et nous nous sommes partagé la tâche. Le rapport de Thalheimer ne sera nullement la contre-partie du mien, mais son complément.

Nous avons assez longuement traité la question du programme au Congrès précédent. Dans les rapports qui leur ont été soumis, les points les plus importants ont déjà été examinés. Par conséquent, je ne répéterai donc pas les propositions contenues dans mon rapport ou dans celui de Thalheimer.

Il y avait deux questions essentiellement différentes, sur lesquelles il y avait désaccord. La première est purement théorique : l'accumulation du capital, la théorie de Rosa Luxembourg. Pour la discussion actuelle en séance plénière, nous laissons de côté cette question purement théorique, non pas que nous ne soyons pas en état d'en discuter, ni que nous la tenions pour secondaire, mais uniquement parce que nous ne pouvons pas la traiter comme il convient en plein Congrès. Elle est en effet trop théorique pour se prêter à un débat dans une si nombreuse assemblée. Nous la traiterons dans des réunions privées.

La deuxième question au sujet de laquelle il y avait désaccord, celle des revendications partielles et des mots d'ordre de transition, a été résolue par le 4^e Congrès. Elle disparaît donc en tant que question, à moins qu'une délégation ou groupe de délégations n'élève ici sa protestation.

Je ne traiterai donc aujourd'hui que de questions nouvelles, c'est-à-dire non touchées dans les rapports antérieurs. Thalheimer et moi, nous vous proposons, et c'est, je pense, aussi l'opinion de la Commission, d'adopter à ce Congrès un projet, qui n'ait pas un caractère définitif, mais serve

d'objet à la discussion au sein des partis affiliés à l'Internationale Communiste.

La nécessité du Programme

Nous avons besoin d'un programme d'abord pour faire l'éducation idéologique de nos partis. Nous avons besoin d'un programme pour notre action politique, pour fixer les fins et les moyens de cette action et enfin, nous en avons besoin pour démontrer et pour sceller notre unité.

Je ne partage nullement le scepticisme du camarade Maslow. Il a écrit un article en lui-même excellent contre l'article de Boris dans l'*Internationale*, la revue théorique du parti allemand. Mais en même temps il se prononce contre l'adoption d'un programme en général. Il explique que les préparatifs ne sont pas suffisants, que certaines questions purement théoriques ne sont pas résolues, et propose d'adopter au lieu de programme un simple plan d'action. Je pense que cela n'est pas juste, et que dans les différents documents déjà adoptés par l'I.C. depuis les « directives » du premier Congrès, nous avons déjà des matériaux suffisants et un éclaircissement suffisant sur les principales questions relatives au programme. Même les questions purement théoriques, à quelques exceptions près, peuvent être considérées dans l'ensemble comme assez étudiées. Le scepticisme théorique de Maslow est, à mon avis, sans fondement.

Abordons maintenant le sujet lui-même. Comme je l'ai déjà dit, je parlerai ici de questions relativement neuves. Je suppose que les rapports précédents, publiés en volume, et les débats auxquels ils ont donné lieu, sont connus des camarades.

Notre conception du Monde

Première question, notre conception du monde. Dans tous les projets que nous avons eus et qui ont été présentés au 4^e Congrès mondial, il n'est pas dit un mot de la philosophie de l'I.C. et des communistes. Mais depuis lors, nous avons acquis quelque expérience, qui a fait apparaître la nécessité de traiter cette question.

A l'Exécutif élargi, nous avons eu une grande discussion sur la question religieuse. Naturellement, elle a touché aussi le côté tactique, mais pas seulement le côté tactique. Elle nous a montré que nous devons préciser notre philosophie. Il y a encore d'autres cas plus subtils pour ainsi dire qui, quoique sous une forme moins brutale que la question de la religion, nous ont indiqué le danger.

En général, nous remarquons parmi les Partis communistes, et encore plus dans les partis social-démocrates, particulièrement dans la social-démocratie allemande, un retour à l'Hégélianisme, philosophie prémarxiste et idéaliste. Parmi les social-démocrates cette tendance se manifeste le plus violemment chez Cunow, surtout dans les écrits sur l'Etat, sur le rôle et la fonction de l'Etat. Cela est lié à un certain retour au système de Lassalle. Je ne puis m'étendre sur ce sujet, mais qu'il existe une tendance de ce genre dans la social-démocratie, cela ne fait pas de doute.

Il est un autre phénomène que nous avons remarqué particulièrement dans le Parti italien. Cette déviation idéologique du marxisme révolutionnaire pourrait être caractérisée comme un volontarisme idéaliste, en contradiction avec le marxisme.

Dans le Parti russe, nous avons aussi des déviations de ce genre, mais sous une autre forme, sous la forme du positivisme agnostique au lieu du matérialisme marxiste ; quelques camarades se basent sur une école révolutionnaire, sur la « réflexologie » et reviennent à l'activisme. Tout cela est possible, mais ce n'est pas le point de vue du marxisme révolutionnaire. Tout cela revient à considérer le matérialisme marxiste ouvertement ou tacitement comme périmé. Ce danger est d'autant plus grand qu'à l'heure actuelle, la science bourgeoise, la philosophie et l'idéologie bourgeoises subissent un processus très marqué de désagrégation. Elles se teignent de mysticisme et peuvent par là, dans cette époque de trouble général et d'état chaotique, contaminer une partie du prolétariat.

C'est pourquoi notre programme doit renfermer un paragraphe sur notre philosophie. Ce paragraphe doit être formulé d'une façon concise et précise. Nous y dirons que nous nous en tenons au marxisme matérialiste révolutionnaire. C'est une formule suffisamment élastique, mais elle est absolument nécessaire pour proclamer notre marxisme révolutionnaire et prévenir les dangers que j'ai brièvement esquissés.

Le deuxième groupe de questions est de nature économique.

Camarades, si en philosophie, nous trouvons l'influence de l'idéologie bourgeoise, nous la rencontrons encore dans nos doctrines économiques.

Je voudrais présenter au Congrès une critique de l'article du camarade Boris dans l'*Internationale*. Non pas que j'attache une importance quelconque à ses arguments, mais cet article nous révèle le danger sous la forme la plus grossière et la plus vulgaire. Il ne s'agit pas de Boris, mais d'un phénomène symptomatique. On ne saurait regarder comme fortuit le fait qu'un organe scien-

tifique, à la tête duquel se trouvent des gens instruits, puisse publier de telles sottises, un tel fait social-démocrate.

L'article prouve, sous la forme la plus accusée, que la bourgeoisie et les théoriciens social-démocrates ont encore un certain pouvoir chez nous. Il est écrit de façon violente. Il contient à notre adresse des compliments variés. Ainsi j'y apparaît comme un petit-bourgeois enragé, expression passablement radicale. Boris envoie au diable toute la bourgeoisie et toute la petite-bourgeoisie. Il ne veut marcher avec aucun parti révolutionnaire des colonies, car ce sont des partis bourgeois. Il ne veut pas entendre parler de socialisation partielle. Il dit : « Au diable toute socialisation qui n'est pas intégrale ! » Il veut tout socialiser, jusqu'à la corbeille à papier de l'Internationale. L'économie est un tout, explique-t-il, par conséquent il faut tout socialiser ou rien. Voilà qui est beaucoup plus radical que ce qu'il y a de plus radical ici. Mais sous cette apparence radicale, nous trouvons mot pour mot une théorie purement social-démocratique et je ne comprends pas comment la rédaction de l'*Internationale* ne s'en est pas aperçue. C'est comique, mais c'est aussi dangereux.

Je vous citerai un exemple pour vous montrer de quoi il s'agit.

L'exploitation des Colonies et l'aristocratie ouvrière

Une des différences principales entre la II^e et la III^e Internationales consiste dans la doctrine de l'impérialisme, dans cette doctrine d'après laquelle certains grands Etats exploitent des colonies et extraient de ces colonies des profits extraordinaires, grâce auxquels ils corrompent certaines catégories de la classe ouvrière, lesquelles ainsi corrompues forment la base de la politique social-démocrate. Jusqu'à ce jour, nous croyions que cette doctrine est ce qui nous sépare surtout de la II^e Internationale. Dans cette doctrine nous avons une arme solide contre la social-démocratie, une arme acérée contre la politique impérialiste de la bourgeoisie, une arme excellente pour établir une liaison entre l'Europe occidentale et l'Amérique, entre le prolétariat industriel et les peuples coloniaux. Nous avons là un trait d'union entre la révolution du prolétariat industriel et les insurrections coloniales, qui, dans la connexion ainsi établie, ne sont rien autre que des parties intégrantes de la révolution mondiale. C'est contre quoi sont dirigées les attaques théoriques et pratiques de la social-démocratie.

Et maintenant, qu'est-ce que nous propose le très perspicace Boris ? Il critique comme suit mon projet de programme :

Qu'est-ce que cela veut dire, que la bourgeoisie élève le salaire des travailleurs continentaux et les intéresse par là même à ses exactions ? Les travailleurs européens et américains sont exploités. Les ouvriers reçoivent la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire les moyens d'existence nécessaires au maintien et à la reproduction de leur classe. La somme des moyens d'existence doit suffire pour que l'individu qui travaille se conserve en état normal comme unité de travail et s'éternise par la reproduction. Par la lutte les ouvriers ont atteint un certain niveau d'existence. La condition préalable de ce niveau d'existence était le développement des forces productrices. Le salaire des ouvriers continentaux n'a pas été élevé par la bourgeoisie pour corrompre les ouvriers au moyen de profits extraordinaires. D'ailleurs, il n'existe pas de profits extraordinaires, il n'y a qu'un seul

profit qui est créé dans la production par le sur-travail.

Et ceci :

On ne saurait parler de profits extraordinaires tirés des colonies.

Et après avoir exposé notre point de vue commun :

Et on proposera à l'Internationale Communiste d'élever à la hauteur d'un programme ce non-sens visant à la conciliation des classes. Les thèses sont encore plus folles dans la période de guerre et d'après-guerre. Pour le XIX^e siècle, Boukharine pouvait utiliser Karl Marx, qu'il a déformé. Pour le commencement du XX^e siècle, il se sert de Hilferding, qu'il reproduit fidèlement, parce que théoriquement il est son élève. Mais il développe aussi des théories à lui et dénuées de sens sur le capitalisme d'Etat.

Ainsi toute la doctrine du surprofit est antimarxiste, folle, visant à la conciliation sociale, etc. Je me demande à la vérité ce qui tend à concilier les classes. Mais tout d'abord, une petite remarque. Boris dit que cette doctrine n'est pas marxiste, qu'elle est essentiellement antimarxiste : il ne saurait y avoir de surprofit, on ne peut pas, on ne doit pas parler d'exploitation d'un pays par un autre ; c'est un non-sens. Prenons un auteur qui n'est en aucune façon un petit-bourgeois enragé, le vénéré Karl Marx. Prenons sa théorie de la plus-value, deuxième volume, deuxième partie.

Marx remarque que si un porc aveugle peut trouver un gland, un économiste bourgeois peut quelquefois tomber sur une vérité et à propos de ce porc aveugle, il dit :

Say dans ses remarques à la traduction de Ricardo par Constanzio n'a trouvé qu'une note juste, sur le commerce extérieur. Le profit, peut être aussi le fruit de l'escroquerie, lorsque quelqu'un gagne ce que l'autre perd. La perte et le gain à l'intérieur d'un même pays s'équivalent. Il n'en est pas de même entre différents pays. La théorie de Ricardo lui-même considère — ce que Say n'a pas remarqué — que trois journées de travail d'un pays peuvent être échangées contre une journée d'un autre. La loi de la valeur subit ici des modifications essentielles. Il y a le même rapport entre les journées de travail des différents pays que dans un même pays entre le travail qualifié compliqué et le travail non qualifié et simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même quand ce dernier gagne à l'échange, ainsi que J. S. Mill l'a exposé dans son ouvrage « Some unsettled questions, etc. »

De là on peut conclure que les conceptions du camarade Boris sont un peu plus profondes que celles d'un porc aveugle. Mais ce n'est pas là l'essentiel. L'important est que nous voyons clairement que cette doctrine du surprofit des pays riches est bien marxiste. C'est écrit noir sur blanc par Marx. Mais Marx part ici de l'hypothèse — de l'hypothèse seulement — d'un échange pacifique entre les pays. Il ne parle pas de pillage, il ne parle pas des résultats qui découlent de la pression directe de l'appareil gouvernemental. Que devons-nous dire, si nous prenons en considération ces moyens de force ? La question serait claire et compréhensible pour un enfant. Seul le camarade Boris croit que cette doctrine est insensée.

Passons maintenant à son argumentation sur le salaire. Naturellement, si la bourgeoisie corrompt la classe ouvrière, elle ne peut le faire qu'en élevant les salaires. Cela est parfaitement juste. Si vous considérez les Etats impérialistes, il est vrai que l'ouvrier perçoit son revenu sous forme de

salaire. Mais là n'est pas la question. On doit se demander pourquoi ce salaire dépasse la moyenne des salaires ? On pourrait répondre : les salaires sont plus hauts, parce que la force de travail est autre, parce que sa qualification est plus élevée. Ce serait vrai, mais il faut encore aller plus loin : d'où vient la possibilité pour ces catégories de la classe ouvrière, de transformer leur force de travail en force qualifiée ? Voilà à quoi on doit répondre. Naturellement pour le camarade Boris cette question, qui est décisive, n'existe pas. Le salaire de toute aristocratie ouvrière répond à une force de travail plus qualifiée. Mais pourquoi cette force de travail est-elle plus qualifiée ? Pourquoi cette force de travail est-elle celle de l'ouvrier qualifié et non celle du simple ouvrier ? Pourquoi ? Une importante partie de la classe ouvrière des pays capitalistes se trouve dans la situation d'une aristocratie par rapport aux parias de la classe ouvrière. Là est la question essentielle. La réponse est donnée par notre doctrine qui a été fondée par Marx, fécondée par Lénine, développée par Engels, doctrine qui est mentionnée dans notre programme russe. Cette question n'existe pas pour le camarade Boris. C'est le retour à la II^e Internationale, rien de plus.

Sans ces prémisses, nous sommes désarmés contre l'aristocratie ouvrière, contre la corruption de la classe ouvrière, contre la politique impérialiste. Nous sommes hors d'état d'expliquer théoriquement ces phénomènes essentiels. Engels, comme le savent même ceux qui n'ont pas une grande connaissance du marxisme, parle d'un prolétariat bourgeois en Angleterre. C'est probablement quelque chose d'insensé aux yeux du camarade Boris, puisqu'il ne connaît pas la littérature marxiste. On se demande comment la rédaction de l'Internationale n'exerce pas une certaine censure ? (Korsch : L'article a été publié comme matière à discussion). Camarades, il y a des choses qui ne méritent pas la discussion. Celle-là était un peu trop forte.

La guerre et la destruction de forces productives

J'arrive à la seconde question, une des plus importantes.

Au commencement de la guerre, nous avons vu en effet des économistes bourgeois réellement frappés de folie, inventer (pour justifier la guerre impérialiste) la théorie de la guerre utile au progrès des forces productives. Il y a eu en effet un grand essor dans la métallurgie, dans les industries de guerre, dans l'industrie lourde, etc... Cet essor conduit à la diminution du chômage. Mais il fallait être bien superficiel pour ne pas remarquer que tous ces phénomènes n'étaient en réalité qu'un colossal processus de destruction de forces productives et de capital fixe. Les sottises de ces économistes bourgeois ont disparu peu de temps après. Maintenant, après quelques années, le fougueux Boris, qui n'est nullement possédé, ni fou, écrit ce qui suit :

Boukharine affirme que la guerre a eu pour résultat la destruction d'une quantité extraordinaire de moyens de production. C'est le contraire qui est vrai.

Et ailleurs :

On ne saurait parler de destruction de forces productives du fait de la guerre.

Comment comprendre cela ? Quand 10 millions d'hommes ont été tués, cela signifie, d'après le très perspicace Boris, que nous avons reçu un accroissement de force productives ? Quand tant

de wagons ont été détruits, cela signifie que nous avons reçu une augmentation des moyens de communication ? Les fabriques et les villages dévastés en France et en Belgique signifient une augmentation de forces productives ? Un homme raisonnable ne peut pas tenir ce langage. On pourrait dire que les blessures de la guerre sont partiellement guéries, mais ce n'est pas ce que dit Boris. Il prétend que pendant la guerre les forces productives n'ont pas été détruites.

Je n'apporte que les exemples les plus pittoresques. La question de la consommation productive ou improductive n'existe pas pour Boris. Elle est beaucoup plus importante que celle de la destruction, des hommes tués, etc... dont j'ai parlé. Nous sommes en présence d'une réédition des idées qui existaient au commencement de la guerre parmi les savants bourgeois et qui leur ont été avancées par les social-démocrates. Dans mon premier rapport au IV^e Congrès mondial, j'en ai parlé. J'ai expliqué ce que quelques social-démocrates disent là-dessus. Un de ces Messieurs affirme, par exemple, que le capitalisme est sorti fortifié de la guerre.

Vous voyez les proportions : les simples libéraux, les pacifistes, les ecclésiastiques, les économistes bourgeois, voient tous plus ou moins les faiblesses économiques du monde capitaliste. Aucun ne les nie. Le social-démocrate, soi-disant marxiste, dit : le capitalisme a été fortifié par la guerre. Cela sonne comme un appel à une nouvelle guerre. Et maintenant vient un soi-disant communiste, qui tient le même langage. Comment peut-on proposer pareilles choses à la discussion ? Si l'on met en discussion toutes les sottises bourgeoises (et il s'en produit beaucoup) qu'est-ce qui arrivera ? On pourra dire que le surprofit et le sursalaire sont la justification de l'impérialisme et pas autre chose. Cette « théorie de la prospérité » n'est pas autre chose que la justification théorique de la guerre impérialiste. Si la guerre impérialiste entraîne une augmentation des forces productives, pourquoi tant de bruit contre elle ?

Le problème des Crises

La troisième théorie est celle de la *crise*.

Nous savons tous le grand débat engagé entre nous et les social-démocrates sur la question de la crise. Nous savons que les révisionnistes avec Bernstein en tête ont tenté les premiers de démontrer que l'intégration de l'industrie et la formation de monopoles permettront au capitalisme de venir à bout des crises. Il y a différentes nuances dans cette théorie. Sous sa forme la plus grossière, elle se trouve chez les révisionnistes purs. Une fois les divergences entre radicaux orthodoxes avec Kautsky et ultra-révisionnistes avec Bernstein disparues, Kautsky écrit, avant la rédaction du programme de Goerlitz, que nous ne devons plus faire, dans la théorie du développement du système capitaliste, qu'une « place modeste » à la théorie des crises. Que signifie cela ? Cela signifie que le monde capitaliste, d'après Kautsky, est revenu à plus d'harmonie. Quel est notre point de vue à nous ? Nous avons bien des fois examiné cette question et prouvé, je crois, que dans une branche de production, l'anarchie peut être atténuée par le monopole, mais que les trusts, loin d'empêcher les crises, les produisent à un degré supérieur. Boris arrive et dit :

Avec le développement du capitalisme, s'accroît le capital constant en comparaison au capital variable, le capital constant fixe en comparaison au capital constant circulant, et tout particulièrement le capital constant fixe en comparaison au

capital global. En même temps, s'accroît l'esprit de cohésion dans la conduite de la production.

Et encore :

Plus la cohésion organique d'une branche est parfaite, et plus cette branche est dirigée avec système. Cela ne conduit pas, naturellement, à l'affaiblissement, mais au renforcement de la concurrence capitaliste. La direction systématique conduit à une limitation systématique de la production, qui évite partiellement les crises.

Donc, croissance des forces productives signifie croissance de la cohésion organique du capitalisme, signifie plus de système dans la direction de la production. A la place des crises, nous avons une augmentation des forces productives. Que signifie tout cela ? Est-ce une théorie communiste ? C'est du pur révisionnisme et de la pure théorie social-démocrate.

La continuité du processus de production en période révolutionnaire

Il y a encore une autre doctrine social-démocrate. Celle-là prétend que, pendant la guerre et pendant la fermentation révolutionnaire, il peut se produire des cas où le prolétariat révolutionnaire, s'il veut réaliser victorieusement sa révolution, doit avoir en vue la nécessité de la *continuité du processus de production*.

Ainsi parlent Kautsky, Hilferding, etc. A l'interprétation bolchévique du marxisme révolutionnaire, ils opposent la théorie du maintien intégral du processus de la production, et ils prétendent qu'en conquérant l'appareil gouvernemental par des méthodes bolchéviques, nous perdons tout crédit, nous arrêtons les usines, les fabriques, etc., etc..., et que, pour arriver là, nous n'avons pas besoin d'un coup d'Etat.

Naturellement, si, comme je l'ai dit au dernier Congrès, vous enlèvez les poteaux télégraphiques pour faire des barricades, vous ne favorisez pas le développement de la production. La Révolution, comme la guerre, a ses frais : c'est la destruction provisoire des forces productives.

Boris, lui, reconstruit la doctrine de la continuité de la production. Donnons-en, dit-il, la formule mathématique. Il la donne d'une façon si mathématique, que, de la chute passagère des forces productives, il fait un événement absolu. Puis il déclare que, par conséquent, Boukharine « voudrait sérieusement que le régime économique du communisme commence littéralement à zéro en ce qui concerne les moyens de production et de consommation ». Voilà un garçon qui a de l'esprit ! Il passe à l'absolu et puis c'est ma faute. Si, par exemple, mathématiquement, historiquement ou logiquement, nous transformons la bêtise relative de Boris en une bêtise absolue, nous obtenons également un beau résultat. Mais il nous suffit d'avoir à faire à sa sottise relative. Qu'est-ce qu'il y a au fond de tout cela ? Une restauration de la doctrine social-démocrate, rien d'autre. Car c'est le meilleur argument entre les mains de la social-démocratie contre la révolution. Dire que la révolution ne peut être basée que sur l'accroissement des forces productives, c'est revenir à la doctrine de Kautsky.

Voyez la marche de notre raisonnement : nous avons démontré que le processus de la transition temporaire rend absolument nécessaire la perturbation des forces productives, et nous avons trouvé dans certains passages de Marx que cette modification, cet état de crise, forment la base de la révolution. La doctrine social-démocrate, au contraire, affirme l'impossibilité de la révolution : avant la guerre, les forces productives n'étaient

pas développées pour permettre la réalisation du socialisme ; pendant la guerre, la révolution sociale est impossible, car les forces productrices sont troublées, et, après la guerre, il faut attendre que ces forces se développent de nouveau, jusqu'à ce que survienne une nouvelle guerre, et ainsi de suite, de sottise en sottise. Nous avons, dans la doctrine de Boris, une reproduction agrandie de cette sottise. Voyez le bouquet : négation du surprofit, négation de l'aristocratie ouvrière, la guerre source de prospérité avec justification des social-patriotes, toute une théorie du processus de production... Il y a là certains éléments qui ont l'air très radical, mais ce radicalisme cache la crotte social-démocrate. Voilà les matériaux utilisés par le super-intelligent Boris pour nous attaquer dans la question nationale, dans la question coloniale, dans celle du front unique, dans celle de la socialisation, etc., etc.

Il suffit de l'exposer pour voir de quoi il retourne.

J'ai parlé longuement du camarade Boris ; je le répète, ce n'est pas que j'accorde de l'importance à ses arguments, mais j'ai voulu montrer que des conceptions social-démocrates trouvent place dans nos rangs et que notre devoir est de protester violemment contre elles. Lorsque des choses semblables sont écrites par les camarades de la gauche, le danger est encore plus grand, car si la gauche, qui, en tactique et en politique, s'oriente comme il faut, se permet des bêtises, elle compromet toute sa tendance politique. Aucune considération de sympathie n'est valable ; il faut que nous nous dressions sans miséricorde contre les erreurs et que nous démasquions les camarades qui s'en rendent coupables. J'ai tant parlé de Boris parce qu'il nous a exposé toute la question sous la forme la plus grossière.

Les crises du capitalisme en décomposition

Maintenant, je passe à une autre question théorique qui n'a pas été touchée dans les discussions précédentes, celle des crises, non pas des crises, comme phénomènes spécifiques de la période de transition, mais des crises en général.

Comme vous le savez, entre marxistes la discussion est ouverte là-dessus. Il existe deux formules foncièrement différentes : disproportionnalité et sous-consommation. Dans notre projet, nous éviterons ces formules. Je pense que nous devons trouver une expression plus prudente du processus de décomposition du capitalisme. Nous voyons déjà, c'est un fait empirique, la désagrégation capitaliste ; mais, dans ce vaste processus, nous enregistrons des processus partiels de régénération. Le tableau est donc beaucoup plus varié que nous pensions. Nous devons donc être un peu plus prudents dans nos formules. Il nous faut chercher une définition plus circonstanciée, une caractéristique plus fine de la période transitoire. Je soulève la question, sans plus long commentaire. Il faut avoir en vue une période plus étendue : les processus fondamentaux de la révolution prolétarienne dans leur ensemble et dans leur processus secondaire. J'entends par là que la révolution prolétarienne n'est pas toute la révolution mondiale et qu'il existe d'autres processus de décomposition qui ont une grande portée révolutionnaire, par exemple les crises nationales. Ce ne sont, en aucune façon, des révolutions prolétariennes, si on les considère isolément.

De même les soulèvements coloniaux de plus en plus fréquents ne sont pas seulement des soulèvements du prolétariat, mais aussi des mouve-

ments de la petite-bourgeoisie et des éléments nationalistes de la bourgeoisie. Pris séparément, ces processus secondaires ne font pas partie de la révolution prolétarienne. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas dirigés par le prolétariat. De fait, s'ils étaient isolés, ils joueraient un tout autre rôle. Mais précisément il ne faut pas les isoler. Dans l'histoire du monde, ils ont une portée révolutionnaire. Et lorsque le prolétariat prend la direction de ces mouvements, il conduit les autres classes, parce qu'elles sont des agents de la révolution mondiale.

Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Boris n'y comprend absolument rien, il ne voit pas la signification objective de ces processus secondaires.

Il faut mentionner, dans la période de transition et peut-être plus longtemps, la co-existence de formes d'organisation opposées, bourgeoises et prolétariennes ; d'une économie prolétarienne et de restes du régime commercial, industriel et financier capitaliste ; le tableau est très bigarré. Nous mentionnerons aussi les diverses organisations capitalistes et les formes initiales de la société communiste en construction.

Nous devons signaler qu'après la conquête du pouvoir politique, nous serons en présence de nouvelles lois de l'évolution sociale. D'abord il y aura la flamme de la révolution, mais aussi certaines lois plus concrètes. Si l'évolution capitaliste n'est que la multiplication des antagonismes, s'accroissant d'étape en étape, jusqu'à renverser et faire sauter tout le système de production — après la conquête du pouvoir par le prolétariat — la loi du développement social ne sera plus l'exaspération, mais la diminution des antagonismes. Un exemple : diverses formes économiques sont en concurrence, si les antagonismes qui les séparent deviennent de plus en plus forts, toute la société se désagrège ; mais nous espérons que la concurrence évincera peu à peu les formes économiques qui nous sont hostiles.

Les antagonismes qui continueront à exister après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat deviendront de plus en plus insignifiants jusqu'à leur disparition complète et c'est alors que nous aurons la société communiste. Naturellement des conflits peuvent se produire qui porteront un caractère catastrophique, soulèvements de la bourgeoisie ou des gros paysans, etc... Je n'insiste pas, je dis simplement qu'après un certain laps de temps, lorsque l'hégémonie économique, politique et culturelle du prolétariat sera généralement établie, la loi de l'évolution économique sera autre.

La paysannerie

Nous devons encore mentionner l'idée que, pendant la période transitoire, il est nécessaire de faire un bloc du prolétariat et de certaines catégories de la paysannerie. Quelques remarques à ce sujet.

Même à l'intérieur de l'I.C., se fait jour une dangereuse tendance qui ne veut pas comprendre ce problème des rapports du prolétariat et de la paysannerie. Chacun sait maintenant que nous voulons marcher avec les paysans, mais ceci ne veut pas dire que nous devons ignorer les faits différents qui caractérisent chacune de ces deux classes et, qu'en théorie, nous devons faire un grand mélange du prolétariat et de la paysannerie. Il est clair, il est stratégiquement et tactiquement nécessaire que nous considérions les paysans comme nos alliés, mais il ne s'ensuit pas que nous devons nous transformer en parti ouvrier et paysan. Tout au contraire, mieux nous maintiendrons

notre caractère prolétarien, et plus notre politique à l'égard de la paysannerie aura du succès.

Il y a un certain parallèle à constater entre notre Bloc ouvrier et paysan et le bloc des classes possédantes.

Il y a une grande différence entre les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie industrielle. A mesure que s'accroît le capital financier, avec le système bancaire, les gros propriétaires fonciers commencent à toucher leurs revenus sous forme de dividendes. Pourtant, il subsiste une grande différence entre la bourgeoisie et le gros propriétaire foncier, surtout le féodal ou le semi-féodal (non celui qui est comme un entrepreneur capitaliste rural). Mais ces classes forment néanmoins un bloc et s'offrent mutuellement un appui constant. A ce bloc, nous opposons celui des ouvriers et des paysans. La différence entre le prolétariat et la paysannerie n'est pas plus grande que celle qui sépare la propriété foncière et le capital bourgeois. Mais, de même que toute la classe dirigeante forme bloc, nous devons, pendant toute la période de transition, former le bloc du prolétariat et de la paysannerie, pour appuyer, consolider et assurer notre politique.

La Nouvelle Politique Economique

Je passe à la *nouvelle politique économique*. J'estime que c'est là la partie principale de mon rapport.

D'abord un petit avant-propos. Après l'établissement de la nouvelle politique économique, les communistes russes et aussi nos amis étrangers ont tous ou presque tous eu le sentiment d'avoir fait quelque chose de pas tout à fait orthodoxe et d'avoir besoin de se justifier. Ce sentiment nous amena à considérer la nouvelle politique économique presque exclusivement du point de vue de l'opportunité politique, comme une concession politique à la petite bourgeoisie. Nous ne pensions pas qu'elle était bonne en soi, ni rationnelle, mais seulement qu'elle était exigée par certaines considérations politiques. C'est ainsi que nous considérons les choses, mais il me semble maintenant que c'est juste le contraire qui est vrai. La seule bonne politique économique du prolétariat, la politique qui assure la croissance des forces de production, est ce que nous appelons la nouvelle politique économique. Le communisme de guerre n'était autre chose qu'un brouillon de cette nouvelle politique économique, un brouillon rendu nécessaire par des considérations politiques, par la guerre civile contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie. Cette idée doit nous être toujours présente. Je dois m'y arrêter.

Camarades, le fait principal, le phénomène essentiel que le prolétariat victorieux aura devant lui après avoir conquis le pouvoir politique, c'est une extrême diversité des formes économiques. Nulle part, même dans les pays les plus développés au point de vue capitaliste, les forces de production ne sont assez développées pour que toutes les couches intermédiaires aient disparu.

Nul marxiste ne soutiendra que la révolution sociale ne doive se produire que le jour où le dernier petit-bourgeois, le dernier artisan, le dernier petit capitaliste aura disparu. Ce serait là une exagération stupide, imaginée par nos adversaires, pour tourner Marx en ridicule.

Nous avons toujours tous pensé que la révolution sociale se produirait, non pas quand le dernier paysan aurait disparu, mais quand les antagonismes du système capitaliste auraient engendré des

conflits sociaux suffisamment violents. Donc, dans tous les pays sans exception, toutes proportions gardées naturellement, nous aurons affaire aux formes économiques les plus diverses et c'est là le fait essentiel.

Deux autres faits de la vie économique et politique s'y rattachent.

D'abord celui-ci : la diversité des formes économiques correspond à la diversité des classes, aux diverses couches sociales. Si nous avons encore des petites entreprises, nous avons des petits producteurs. Si nous avons une petite exploitation rurale, nous avons des paysans ; tant que nous avons des petites entreprises capitalistes, nous avons des petits capitalistes et des artisans. A la diversité des formes économiques correspond la diversité des classes et des couches sociales.

De là découle un dernier fait qui joue un grand rôle après la conquête du pouvoir. Si nous le perdons de vue, nous risquons d'élaborer une politique tout à fait inexacte, inopportune et nuisible. C'est la diversité des motifs économiques des stimulants économiques : dès que nous avons diverses formes économiques, nous avons aussi divers stimulants économiques. Les motifs qui sont à la base de la production du paysan ne sont pas ceux qui sont à la base de la production du gros capitaliste. Les stimulants des entreprises socialisées sont autres que ceux du gros paysan : même les stimulants économiques du gros paysan ne sont pas ceux du petit paysan.

Comment se pose donc le problème central de notre politique économique ? C'est le problème de la coordination et de la subordination relative, en premier lieu des formes économiques, en second lieu des classes, en troisième lieu des stimulants.

Si le terrain est d'une telle diversité, nous avons naturellement à consolider l'hégémonie économique du prolétariat. Nos entreprises socialisées doivent posséder l'hégémonie et toutes les autres formes intermédiaires avec leurs stimulants propres doivent être soumis à cette hégémonie.

C'est en quoi précisément consiste l'art compliqué de la politique économique du prolétariat. Si, comme se l'imagine Boris, « il n'y avait ni différences ni oppositions », nous pourrions réaliser le socialisme d'un seul coup. Toute la période de transition est jetée par-dessus bord par notre respecté contradicteur, parce qu'elle découle précisément de la nature hétérogène des formes économiques. La période de transition est celle où les plus avancées des réformes économiques éliminent les autres par la voie de la concurrence. Nous le voyons donc, le problème essentiel consiste à subordonner les formes économiques arriérées et les classes correspondantes. C'est chose compliquée, mais c'est la seule façon d'obtenir une juste politique économique du prolétariat victorieux.

On comprend pourquoi nous ne pouvons pas entreprendre la socialisation complète comme l'entend Boris. Cela serait une caricature. Je me rappelle qu'une fois Trotski, dans une polémique avec les hypercentralistes, disait que leur centralisme consistait à ériger au milieu de la place Rouge un encrier monstre où tous les écrivains de l'Union Soviétiste devraient venir tremper leur plume.

La socialisation totale est impossible parce que les formes économiques, comme nous l'avons dit, sont extrêmement diverses. Nous ne sommes pas à même de la réaliser matériellement : nous n'avons pas l'organisation suffisante pour socialiser tout, jusqu'aux parcelles des paysans. C'est

la première raison. La deuxième est politique : c'est que nous dresserions contre le prolétariat vainqueur toute la petite-bourgeoisie et tous les artisans. En troisième lieu, pour socialiser d'un coup une économie disséminée, il nous faudrait une administration gigantesque, dont le coût serait de beaucoup plus lourd que celui de l'anarchie actuelle. On l'a vu dans le communisme de guerre. L'hypercentralisation a précisément entraîné une hypertrophie de l'appareil bureaucratique, qui dévorait tout. Maintenant encore, nous souffrons des suites de cette maladie. Le problème de la consommation productive et de la consommation improductive est un des plus graves qui se posent au prolétariat victorieux.

La nouvelle politique économique est la seule politique économique juste et réelle du prolétariat. Par politique juste, j'entends une politique qui vise à l'accroissement des forces de production. Si en nous plaçant à ce point de vue, nous faisons la comparaison entre la nouvelle politique économique et la politique économique du communisme de guerre, la différence est très nette.

Le Communisme de guerre

Qu'était-ce que le communisme de guerre ? C'était la consommation rationnelle des réserves existantes. On saisissait ou réquisitionnait chez chaque paysan, partout, tout ce qu'on pouvait pour nourrir l'armée et le prolétariat des villes. C'était alors la seule politique praticable, la première manœuvre stratégique qui nous a affermis sur le terrain économique. Nous nous sommes emparés du pouvoir dans les organisations économiques ; nous en avons détruit quelques-unes ; enfin, et c'est la justification du communisme de guerre, nous avons rationnellement réparti entre les consommateurs les réserves disponibles. Nous ne pouvions pas en même temps encourager les forces productrices, cela va de soi. Comment faire progresser l'agriculture, quand nous enlevions tout l'excédent de la récolte ? Où était le stimulant économique du paysan ? Nous n'avons pas opéré la subordination économique de la petite production, ni par conséquent celle de la classe paysanne. C'est pourquoi, au point de vue des forces de production, nous avons subi un recul : les paysans ne voulaient plus produire.

D'où, entre notre politique d'Etat et les stimulants économiques des petits producteurs, un conflit qui rendait la coexistence de ces forces économiques impossible et faisait protester les classes atteintes. Il est heureux que nous ayons nous-mêmes donné le coup de barre nécessaire. Nous voyons aujourd'hui où était l'erreur et ce que doit être la vraie politique économique du prolétariat.

Les contradictions économiques

Je mentionne ici encore un argument de Boris. Il justifie son idée de socialisation totale en disant que l'économie d'un pays est un tout. Cela peut paraître très radical, mais au fond c'est de l'opportunisme. L'économie est un tout, mais un tout plein d'oppositions. Prolétariat et bourgeoisie forment dans un certain sens un tout social, mais un tout qui contient des contradictions. Les formes économiques aussi sont des phénomènes extrêmement contradictoires. Tout est là : la bourgeoisie a une façon à elle de coordonner ces éléments contradictoires ; nous en voulons une autre. Pour nier le problème, il faudrait admet-

tre que la société est un tout et non un tout dévoré de contradictions.

La nouvelle forme de la lutte de classes : La concurrence économique

Continuons. En partant de cette diversité des formes économiques, nous verrons très clairement que les principaux phénomènes qui en découlent sont les conditions diverses du marché.

La partie prolétarienne de l'économie (pour parler comme Boris), c'est-à-dire les entreprises socialisées de l'industrie et de l'agriculture, élimineront par la concurrence les formes retardataires du capitalisme privé, les petits producteurs. Auparavant nous pensions à peu près ainsi : nous possédons une partie de l'économie, des éléments qui nous sont socialement plus ou moins hostiles possèdent l'autre ; sans en appeler au marché, en nous servant des moyens directs du pouvoir, nous supprimerons ces formes. En réalité, l'expérience, non seulement de la Russie, mais aussi des autres pays, montre qu'on ne sortira de la production anarchique que par le marché, par la concurrence entre l'économie prolétarienne d'Etat, entre les entreprises socialisées et toutes les autres formes économiques.

Extérieurement la méthode est celle de l'économie capitaliste. La grosse différence consiste en ce que dans l'économie capitaliste les grandes et moyennes entreprises ont le même contenu social. Au contraire, après la prise du pouvoir, la diversité des formes économiques correspond à l'opposition de leur contenu social. Si des entreprises se trouvent entre les mains du capital privé, il s'établit entre elles et les grosses entreprises prolétariennes, une concurrence qui est une lutte révolutionnaire, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Le phénomène prosaïque de la concurrence devient une forme spécifique et nouvelle de la lutte de classe. D'un côté les grosses entreprises avec un contenu prolétarien, de l'autre des formes qui ont un contenu social tout différent. C'est peut-être ce qu'il importe le plus de comprendre. Car tous les doutes, tous les malentendus, toutes les attaques auxquelles se trouvent en butte la Nep et l'état présent de la Russie s'expliquent par l'incompréhension de cette forme entièrement nouvelle de la lutte de classes qu'est la concurrence économique. Extérieurement, tout demeure à peu près comme sous le régime capitaliste, le producteur reçoit son salaire, tout le processus se déroule comme dans la société capitaliste, mais l'important est que sous cette identité formelle il y a une différence de principe. En traitant de l'économie de la dictature prolétarienne, n'oublions jamais qu'à la diversité des formes économiques répond une non moins grande diversité du contenu social.

A cela se rattache, il me semble, la question de la *systématisation de l'économie* après la conquête du pouvoir. Nous avons pensé jadis qu'il suffisait de calculer, de mettre sur pied un plan et de l'appliquer mécaniquement, sans plus. Maintenant, nous voyons que la difficulté est en-bas, dans la réalisation : nous ne pouvons appliquer un plan que si nous possédons la base matérielle indispensable. Cette base existera lorsque les formes économiques retardataires auront été évincées par les grandes entreprises à contenu prolétarien.

On peut établir une certaine parallèle entre la production capitaliste et la production de la période de transition. D'un côté nous avons la centralisation du capital et l'éviction des formes re-

lardataires par la concurrence, jusqu'au capitalisme d'Etat. Chez nous, de même : éviction des formes économiques retardataires par la concurrence, centralisation des entreprises et, à mesure qu'augmente cette centralisation, création d'une base pour une économie rationnelle. Mais le but n'est plus le capitalisme d'Etat, c'est le socialisme.

Nous avons donc changé d'idées, mais nous pouvons dire en conscience que seule notre perspective actuelle est bonne, que seule elle est théoriquement fondée et quelle est l'arme la plus solide contre toute espèce de pessimisme.

Se plaindre qu'on ait cédé aux petits producteurs, cédé même aux capitalistes et toutes sortes d'autres jérémiades du même acabit, c'est n'avoir rien compris aux faits. Dans la première phase, la supériorité des grandes entreprises n'apparaît pas, car, pendant le processus de désarroi économique général, elles sont difficiles à gérer. Il en est de même dans le domaine commercial : les machines sont là, mais il n'y a pas de demande, pas de capital de roulement pour tout mettre en mouvement. Mais dès que la concurrence commencera entre les grandes et les petites entreprises, nous aurons immédiatement une grande supériorité de la grande production. La capacité de production des grosses entreprises augmentera avec une rapidité croissante. Où voit-on la moindre raison de pessimisme ? Nous aurons à traverser des crises, mais ces crises disparaîtront quand sera réalisée l'économie systématisée. Il se peut que nous ayons à enregistrer des crises pendant plusieurs dizaines d'années encore, mais l'éviction progressive des formes économiques non prolétariennes est la seule ligne juste, c'est la perspective de victoire de notre développement social.

La contradiction entre la forme capitaliste et le contenu prolétarien est le problème le plus important et aussi le plus obscur. Mais si nous avons compris ce que je viens d'exposer, la chose en elle-même est simple. Nous avons réellement des formes capitalistes, le salariat, la circulation monétaire au lieu de la répartition des produits, les banques et les bourses, oui, même des bourses, ce sanctuaire de la classe capitaliste, nous avons la concurrence et même le profit dans nos entreprises d'Etat. Mais nous pouvons faire une comparaison avec le domaine militaire : notre armée est très semblable à une armée bourgeoise. Nous pensions jadis que l'armée prolétarienne devait être autrement bâtie : pas de discipline imposée, mais seulement une discipline consciente. L'expérience a montré qu'il ne saurait être question de discipline consciente au sens littéral du mot, bien que naturellement la conscience joue chez nous un rôle infiniment plus grand que dans les autres armées. Nous appliquons diverses mesures de contrainte, c'est absolument nécessaire, même nous fusillons les déserteurs. C'est bien le plus haut degré de la contrainte étatique. Ainsi la structure de notre armée est semblable à celle de l'armée bourgeoise. Mais le caractère social est autre, et c'est ce qui importe.

De même la nouvelle politique économique, qui n'est déjà plus si nouvelle, renferme de grandes contradictions, non seulement entre la forme et le contenu, mais encore dans la phase initiale de la politique économique du prolétariat. Notre économie socialisée se développe, mais l'économie petite-bourgeoise se développe parallèlement. De là une contradiction entre la logique de notre économie et la logique de l'économie des petits capitalistes et des commerçants privés. Ce n'est déjà

plus une opposition de forme à contenu, mais une opposition entre formes et forces sociales. C'est naturellement la lutte de classe, sous la nouvelle forme de l'efficacité économique, qui décidera.

Encore un éclaircissement. J'ai dit que nous arriverons au socialisme à travers certains combats économiques pendant lesquels les grandes entreprises seront entre les mains du prolétariat. En réalité le processus n'est pas aussi simple, parce que la dictature prolétarienne peut coopérer avec les petits producteurs soumis à son hégémonie. Cela intéresse particulièrement la paysannerie. On peut envisager une situation où le prolétariat et les grandes entreprises prolétariennes font bloc avec les petits producteurs, coopèrent avec eux. Ces petits producteurs, avec l'entreprise privée, constituent un facteur qui n'est pas à négliger.

Les nécessités de la guerre

Quelques remarques sur le communisme de guerre feront comprendre que ce n'est pas la nouvelle politique économique qui est une correction du communisme de guerre, mais bien au contraire, que c'est elle la seule politique rationnelle du prolétariat, et que le communisme de guerre en était seulement une variante.

Comment cela ? Parce qu'il n'était pas dicté par des raisons économiques, mais par les exigences de la lutte politique. Il y a dans bien des cas conflit entre les exigences économiques et les nécessités de la guerre politique. Pendant la période d'insurrection par exemple, nous détruisons ; lorsque nous défendons la patrie, nous détruisons pareillement. Quand nous faisons la guerre à la bourgeoisie et que nous devons briser la petite-bourgeoisie, nous devons prendre des mesures en conséquence : nous devons saisir les sources de leur richesse matérielle. Nous avons tout enlevé au paysan. C'était une nécessité. Mais une nécessité d'ordre militaire. Si nous avons agi autrement, nous aurions été battus. Or la victoire était la condition préalable de tout notre développement ultérieur. C'est tout le communisme de guerre.

Je le répète et j'insiste, ces exigences de la guerre politique entraînaient inévitablement dans le domaine économique une chute de la production. Une fois les buts politiques atteints, notre pouvoir consolidé, la dictature du prolétariat mise sur pied — elle est maintenant solide, et l'hégémonie du prolétariat est déjà un fait et il ne s'agit plus que de mettre en mouvement la production pour l'agrandir — le communisme de guerre devait disparaître. Je ne pose pas la question de savoir laquelle des deux politiques doit être antérieure. Chez nous la politique de guerre a précédé la nouvelle politique économique. Il se peut que dans d'autres pays il en soit autrement. Là où la bourgeoisie aura été renversée assez vite et où le prolétariat sera plus avancé, il pourra être dès le début opportun et nécessaire de pratiquer la nouvelle politique économique. Mais si après vient le blocus, il faudra en venir à la méthode des réquisitions. D'une façon générale, dans la plupart des pays, la politique de guerre sera nécessaire, ne fût-ce que pour la raison que la bourgeoisie sera en état d'opposer au prolétariat une forte résistance. Mais ce qui importe, c'est que tous nos partis sachent faire la différence entre opportunité politique et opportunité économique et combiner ces deux opportunités selon la situation.

La Question Paysanne

Je termine. Mais je voudrais dire encore quelques mots sur la question agraire. Elle a été passablement discutée dans nos congrès. Nous avons les thèses de Lénine et les travaux des commissions. Elle mérite cependant quelques remarques. Il y a dans nos rangs une tendance qui, me semble-t-il, peut devenir très dangereuse.

Entre la II^e et la III^e Internationale, cette question creuse un abîme. Il n'y a aucun doute que la II^e Internationale n'a accordé presque aucune attention au problème paysan et agraire. Cependant quelques-uns de nos camarades ont tendance à déduire de notre attitude à l'égard de la paysannerie cette idée que dans l'agriculture la petite exploitation est presque aussi bonne que la grande exploitation. Nous devrions, d'après eux, organiser des partis paysans ou transformer nos partis en partis ouvriers et paysans. Nous devons souligner, au contraire, que nous sommes en principe partisans de la grande exploitation agricole. Nous estimons qu'elle est un progrès et que par elle seulement nous développerons les forces productives de l'agriculture.

Seulement la question ne se pose plus comme autrefois. Avant la guerre, au temps de ce qu'on appelle le capitalisme normal, nous avions à balayer les survivances du régime féodal pour dégager notre futur champ de bataille. Nous demandions : qui vaincra, la grande entreprise ou la petite ? et à l'inverse des révisionnistes nous répondions : la grande exploitation marque un progrès sur la petite. Aujourd'hui nous n'avons plus à faire des pronostics sur le développement de l'économie rurale. Il s'agit de nous trouver un allié contre le capitalisme. C'est une orientation toute nouvelle. Pour cela, aux dépens de la grosse propriété foncière, nous pouvons admettre le morcellement de l'agriculture pour nous gagner les sympathies des paysans, puisque c'est là le but. Il ne s'agit plus d'épiloguer sur la supériorité de la grande exploitation, mais de trouver le moyen de briser le capitalisme.

De là découle tout le reste. Pour garder avec nous la paysannerie, nous devons lui donner quelque chose et ce quelque chose diffère selon les pays et selon l'importance sociale relative de la population paysanne. Ces revers du processus révolutionnaire seront compensés plus tard, puisque nous avons les prémisses de la dictature, toute l'industrie entre nos mains et la possibilité d'appliquer à l'agriculture des procédés beaucoup plus progressifs.

Industrie et Agriculture en régime capitaliste

Il y a ici une remarque importante à faire au point de vue de la théorie. Une des plus grandes contradictions du système capitaliste est que, surtout dans les dernières décades, une sorte d'abîme s'est creusé entre l'industrie et l'agriculture. Il y a une disproportion croissante entre l'augmentation des forces productives de l'industrie et de l'agriculture. Je ne puis pas ici en donner une explication détaillée. Mais le phénomène essentiel est l'apparition de la rente absolue, comme les camarades peuvent le lire au troisième tome du *Capital*. C'est un fait indéniable : la paralysie du progrès technique, les obstacles de toute sorte à la production mécanique dans l'agriculture, etc... tout cela vient de la rente absolue. Et c'est pour la même raison que nous constatons une disproportion de développement entre l'agriculture et l'industrie.

L'économie rurale se trouve dans les pays capitalistes pour ainsi dire sous le joug de l'industrie ; nous pouvons l'en libérer et nous l'en libérerons en abolissant cette disproportion inhérente au système capitaliste. Si, au point de vue économique, nous perdons par le morcellement des gros domaines, cette perte sera largement compensée par l'abolition de la rente absolue, par la coopération paysanne et par l'intervention systématique de l'industrie socialisée dans l'agriculture.

Il convient de mentionner ici ce que Lénine a écrit dans son dernier article. Nous avons eu une forme spéciale de « socialisme agraire », même en pleine prospérité capitaliste. C'était une idéologie tout à fait originale. Elle avait sa base matérielle dans l'organisation des paysans sous l'hégémonie des gros propriétaires et du clergé, syndicats agricoles, coopératives et autres institutions, comme par exemple au Danemark. De là le « socialisme agraire » et le « socialisme coopératif ». Naturellement, c'était là une utopie, c'était une illusion semi-capitaliste de croire que les tendances surgies sur ce terrain pourraient s'opposer au capitalisme.

Tout change après la dictature prolétarienne. Jusque-là, toutes ces institutions se développaient dans le cadre du capitalisme et sous la férule de l'Etat capitaliste. Elles poussaient sur le corps de l'Etat et de l'économie capitaliste. Mais une fois établie la dictature prolétarienne, une fois l'industrie socialisée, leur progrès dénote leur adaptation à l'organisme économique du prolétariat.

La question se pose donc de façon toute différente pour l'époque de la dictature prolétarienne et pour nous elle est d'une importance primordiale.

Camarades, nous estimons qu'outre les décisions du IV^e Congrès, nous devons avoir dans notre programme une partie tactique et stratégique. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet lorsque la commission se sera prononcée et lorsqu'un projet définitif ou quasi définitif sera sous nos yeux.

Je résume. Comme base, je prends les rapports présentés au IV^e Congrès. Pour les faits nouveaux, c'est une déclaration de notre philosophie et une étude plus détaillée de la nouvelle politique économique, que je propose de considérer comme la politique économique du prolétariat victorieux.

Cette partie est la plus importante de mon rapport et je pense que nous devons dans notre projet l'élaborer de façon à écarter tous les doutes.

Je suis contre l'adoption immédiate du programme définitif. J'estime que ce sera bien si nous sortons de ce Congrès avec le présent projet adopté et si en son nom nous le soumettons à la discussion pour le faire adopter définitivement au prochain Congrès.

Il nous faut maintenant une ligne directrice. La tâche est difficile, mais pas au point de nous effrayer. Nous élaborerons ce programme, à condition que les camarades s'y intéressent, ne fût-ce qu'un petit peu. Il est absolument inadmissible qu'un Boris soit le seul à intervenir dans toute l'Internationale. C'est un symptôme dangereux, car cette négligence de la théorie a toujours été la source de tendances réformistes. Presque dans tous les partis, et dans le parti russe également, la négligence de la théorie n'a jamais été que l'expression d'un opportunisme qu'il faut combattre. Il faut que nous nous dressions avec la dernière énergie contre le scepticisme. Nous avons assez de force dans l'Internationale pour donner une solution définitive à la question théorique.

Rapport de KOLAROW sur la Question Paysanne

A la suite des débats qui ont eu lieu sur la question des paysans, je voudrais m'arrêter sur trois questions.

La première porte sur le caractère et les détails de notre programme d'action concernant les paysans, le régime agraire et la nécessité qui en découle de diversifier aussi notre programme d'action. On sait qu'en Russie, c'est la question de la terre, c'est aussi la question de la paix et de la lutte contre la guerre qui ont été les principaux facteurs entraînant les masses paysannes dans la Révolution.

Il existe beaucoup de pays où la question de la terre, c'est-à-dire la question de la confiscation des grands domaines fonciers et de leur répartition entre les paysans, doit jouer le même rôle révolutionnaire.

Des partis communistes ne doivent pas craindre de soulever la question de la confiscation de la propriété capitaliste dans le domaine agraire. Dans beaucoup de pays, cette question doit jouer un rôle prépondérant, comme par exemple en Hongrie, où une grande partie de la propriété rurale est concentrée entre les mains des grands propriétaires.

Dans beaucoup de pays, la bourgeoisie a déjà fait voter et appliquer des réformes agraires. On sait très bien que ces réformes agraires ne sont, en fin de compte, que des duperies, et la bourgeoisie s'efforce maintenant de reprendre toutes les concessions qu'elle a été obligée de faire dans les moments d'effervescence révolutionnaire, à la campagne.

Dans notre programme d'action concernant ces pays-là, la critique de ces réformes doit trouver sa place. Il ne faut pas seulement faire voir aux paysans l'insuffisance de ces réformes, leur charlatanisme ; il faut pousser les paysans à les élargir, c'est-à-dire à réclamer la confiscation des biens et leur répartition, sans paiement, aux paysans. Dans beaucoup de pays, par suite de ces réformes agraires, les paysans sont grevés de dettes. Il faut les pousser à en refuser le paiement.

La question de l'annulation des dettes hypothécaires et de toutes les autres dettes grevant la terre jouera aussi un grand rôle révolutionnaire, de même que celle des impôts.

Mais la crise agraire pose devant les paysans la question de la lutte contre le capital, contre le monopole du capital, aussi bien commercial que bancaire et industriel. Les petits paysans sont les victimes de la spéculation des grands capitaux, des grandes banques, des grandes sociétés agricoles, qui paient pour les produits des prix dérisoires et qui, d'un autre côté, exploitent les consommateurs sans sauvegarder les petits producteurs.

La question de la lutte contre la guerre dans tous les pays acquerra une importance politique révolutionnaire de plus en plus grande. Au fur et à mesure que le danger d'une nouvelle guerre s'approche, la propagande et la lutte contre la guerre, organisées par les partis communistes, influenceront les masses paysannes et les entraîneront dans nos rangs.

Enfin, la situation politique, la terreur blanche et la violence qui sévissent dans tous les pays, pas seulement envers les ouvriers, mais aussi envers les paysans, seront un objet de lutte com-

mune des ouvriers et paysans. Des questions concrètes sont liées avec cette lutte-là. Dans beaucoup de pays, il y a encore des condamnés du temps de la guerre. Il y a des condamnés sur des questions connexes à la réforme agraire, aux mouvements révolutionnaires paysans de 1918, 1919 et 1920. Eh bien ! la question de l'amnistie dans ces pays-là jouera aussi un grand rôle pour le soulèvement des paysans et pour leur liaison avec la classe ouvrière.

Voilà donc une série de questions concrètes et pratiques qui doivent être traitées dans notre programme d'action. Il va sans dire que chaque parti communiste ne va pas développer tous ces points dans son programme. Il faut s'adapter aux conditions locales, ce qui suppose, avant tout, une étude spéciale, minutieuse et détaillée de la condition dans laquelle se trouvent les paysans parmi lesquels on doit mener la lutte.

L'expérience nous a montré que, dans beaucoup de pays, les partis communistes ont compris leurs tâches d'une manière particulière. Nous avons vu des journaux soi-disant paysans et devant mener l'action révolutionnaire à la campagne, s'occuper principalement des questions techniques se rapportant à l'agriculture. En Allemagne, avec les protocoles de la première conférence des paysans à Moscou, on a publié des documents sur des questions concernant les engrais. Eh bien ! cette propagande, cet enseignement agronomique, nous devons les laisser à la bourgeoisie. Ce n'est pas, pour nous, le moment de nous en occuper. Il y a d'autres tâches, d'autres questions plus brûlantes, intéressant de plus près les masses paysannes et plus capables de les soulever.

Les partis communistes doivent organiser des commissions spéciales pour la propagande et l'agitation parmi les paysans. Ils doivent organiser des conférences, surtout dans les régions agraires. Ils doivent organiser des commissions locales spéciales, chargées de la lutte et de l'agitation dans la campagne, en général.

Mais ce qui a une grande importance, c'est l'organisation minutieuse des sections d'attaque pour les besoins du mouvement révolutionnaire dans les campagnes. Il faut attirer spécialement l'attention des partis communistes sur cette question. La campagne est pauvre de forces intellectuelles communistes. C'est le devoir des partis communistes de lui procurer des forces. Si elles ne peuvent être trouvées sur place, il faut les envoyer d'ailleurs. Il faut organiser ces sections qui, en particulier, le dimanche et jours de fêtes, munies de littérature et de tous les autres moyens de propagande, doivent se rendre dans les communes et y déployer une agitation énergique sur toutes les questions intéressant la masse paysanne.

Cette propagande ne doit en aucune façon être une propagande générale. Au contraire, il faut concentrer l'attention de nos sections de propagande sur les questions spéciales et concrètes ayant un caractère local. Dans chaque village, dans chaque district agraire, il y a des questions spéciales brûlantes pour la population. Il faut les étudier, il faut en faire l'objet de la propagande et de l'agitation.

Camarades, puisque le but de notre propagande à la campagne doit être de réaliser l'alliance ré-

volutionnaire entre les paysans et les ouvriers, il faut diriger notre action de telle manière que cette alliance se fasse dans les faits, qu'elle s'accomplisse à chaque moment et que les paysans deviennent les alliés naturels de la classe ouvrière contre les oppresseurs. Pour cela, il est nécessaire, en premier lieu, de faire propager les revendications paysannes aussi parmi les ouvriers, de les faire accepter par la classe ouvrière, et inversement, de propager parmi les paysans les revendications de la classe ouvrière en démontrant aux masses paysannes la possibilité de réunir et de défendre ensemble dans un commun effort les intérêts des ouvriers et des paysans. En second lieu, toutes les fois qu'on soulève une question politique concernant les ouvriers, il faut penser toujours à l'influence de cette question sur les masses paysannes, à la répercussion qu'elle aura sur elles. Il faut s'habituer à traiter simultanément les intérêts des paysans et des ouvriers.

La troisième question sur laquelle je m'arrêterai brièvement, c'est l'attitude des partis communistes vis-à-vis des masses paysannes au point de vue de l'organisation.

Dans beaucoup de pays, nous avons affaire à des masses paysannes non organisées, amorphes. Qu'est-ce que nous devons faire ? De la propagande et de l'agitation naturellement en premier lieu. Mais cela ne suffit pas, il faut tâcher de consolider l'influence que nous avons acquise, il faut constituer des organisations.

Pour attirer les masses paysannes, faut-il voir dans le parti communiste la seule organisation qui doit être recommandée aux paysans et dans les rangs duquel ils doivent entrer ? Il n'est pas difficile de répondre à la question. La base des partis communistes reste toujours la classe ouvrière, et dès lors, il va sans dire que nous risquerions de transformer cette base de nos partis, si nous ouvrons largement les portes aux masses paysannes non organisées. Mais alors, faut-il laisser sans organisation les masses paysannes déjà touchées par notre propagande et notre agitation ? Si nous le faisons, nous risquerions de les laisser retomber sous l'influence des partis bourgeois, des partis social-patriotes. Il faut absolument poser la question de l'organisation à la campagne.

Quelle espèce d'organisation devons-nous soutenir, recommander et créer si cela est nécessaire. Il ne peut pas s'agir de la création d'un parti à la campagne. Ce n'est pas un Parti paysan que nous devons créer. Le Parti communiste est le dirigeant politique aussi bien des masses paysannes que des ouvriers. Ce que nous voulons atteindre, c'est l'hégémonie, la prédominance du Parti communiste dans les villes et dans la campagne. Ce qui est nécessaire par conséquent, ce qu'il est possible de faire, c'est d'organiser les masses paysannes dans des groupements économiques, les ouvriers agricoles dans des organisations professionnelles, les petits fermiers dans des organisations de fermiers, de petits propriétaires producteurs et dans des unions de paysans pauvres.

Il va sans dire qu'en créant ou en soutenant la création de ces organisations de caractère économique, il n'est pas exclu du tout d'intéresser ces organisations aux questions politiques. Au contraire, nous devrions tâcher d'élever les masses paysannes du domaine de la défense de leurs intérêts économiques immédiats à la lutte pour des revendications de caractère politique.

Mais, camarades, la question se pose de savoir si, dans certaines conditions, il ne sera pas nécessaire d'organiser aussi des partis politiques de paysans. Je crois qu'à cette question, nous devons répondre négativement. Cette solution n'exclut pas la possibilité, dans certaines conditions, d'appuyer des unions de paysans présentant un caractère politique et aussi de les aider, par exemple après un coup d'Etat. En Bulgarie, lorsque l'Union Paysanne, présentant un caractère politique, a été en butte aux attaques féroces de la contre-révolution, de la bourgeoisie, des social-patriotes, le Parti communiste bulgare s'est trouvé dans la situation d'aider cette union paysanne à se reconstituer, et cette attitude du Parti communiste bulgare a fortement aidé au développement de l'influence du Parti communiste dans les masses paysannes. Une des grandes causes de l'alliance des ouvriers et des paysans qui est déjà conclue dans les masses et qu'aucune force sera en état d'empêcher et de briser, réside justement dans cette attitude tout amicale qui a été prise par le Parti communiste bulgare envers l'Union des paysans en Bulgarie.

Rapport de RIASANOW sur l'édition des Œuvres de Marx et Engels

Riazanow. — Je propose l'adoption de la résolution suivante :

« Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste approuve la décision du 13^e Congrès national du P.C.R. sur la nécessité d'éditer le plus tôt possible les œuvres complètes et la correspondance de Marx et d'Engels avec commentaire historique et critique. Seule cette édition sera un monument digne des fondateurs du communisme scientifique et fournira la base indispensable d'une étude approfondie de l'histoire, de la théorie et de la pratique du marxisme révolutionnaire.

« Le Congrès regarde également comme nécessaire qu'outre cette édition internationale des œuvres complètes, on prenne aussi en considération une édition des œuvres choisies de Marx et d'Engels, sous la direction de l'I.C., pour le prolétariat des divers pays. Cette dernière édition doit comprendre, outre les écrits les plus impor-

tants de Marx et d'Engels ayant une signification internationale, tous les ouvrages traitant des questions particulièrement intéressantes pour le prolétariat du pays en question.

« Le Congrès invite tous les partis appartenant à l'I.C. et aussi tous les membres en particulier, à apporter leur concours le plus large à l'Institut Marx-Engels du Comité Central Exécutif de l'Union Soviétique pour le rassemblement de tous les matériaux se rapportant à la vie et à l'activité de Marx et d'Engels. Ce concours actif est absolument nécessaire pour arriver à exécuter une tâche aussi gigantesque que l'édition des Œuvres complètes et de la correspondance de Marx et d'Engels et la préparation de tous les matériaux nécessaires d'une biographie scientifique conforme à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier pendant le XIX^e siècle ».

Quelques mots maintenant pour la justification

de cette résolution. Les débats sur le programme aussi bien que les débats intéressants sur la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg dans la Commission allemande ont montré toute la nécessité d'une étude approfondie du marxisme par la jeune génération communiste. Nous courons déjà le danger de connaître le luxembourguisme et le léninisme depuis A jusqu'à Z et d'ignorer les éléments du marxisme. C'est ce qu'ont démontré ces débats. Qu'il y ait encore beaucoup à apprendre à l'école du marxisme révolutionnaire, quelques petits extraits des ouvrages de Marx et d'Engels le démontreront.

L'une des questions les plus ardues, c'est la liaison entre la paysannerie et le prolétariat ou, en d'autres termes, comment on peut rendre compréhensible et acceptable à la paysannerie la dictature du prolétariat. Cette question est déjà posée dans toute son ampleur par Marx et nous trouvons chez lui ce splendide passage : « Si nous réussissons à mettre en branle les masses paysannes et à les amener à une coalition avec le prolétariat, alors nous aurons dans la révolution prolétarienne un chœur sans lequel le solo de la classe ouvrière deviendrait bien vite le chant du cygne dans les nations paysannes. »

On a souvent prétendu que le marxisme d'avant 1848 et 1849 serait beaucoup plus révolutionnaire que le marxisme d'après la révolution de 48. Même dans les journaux communistes j'ai rencontré de ces affirmations. C'est pourquoi il est nécessaire de montrer que toute la doctrine du communisme révolutionnaire de Marx et d'Engels a été élaborée d'une façon encore plus précise et plus approfondie après l'expérience des années révolutionnaires de 48 à 49. La caractéristique classique de la dictature du prolétariat a été fournie par Marx en 1850.

Malheureusement la jeune génération ne saurait se livrer à cette étude, puisqu'elle n'a pas les matériaux nécessaires. On peut dire aussi que ces matériaux manquaient à la génération précédente. Je vais en donner quelques exemples :

Mon vieil ami Mehring avait publié les Œuvres de Marx et d'Engels d'avant 1849. Mais cette édition était très défectueuse. Qu'il suffise de dire que jusqu'à l'édition du « Manifeste Communiste », Mehring n'a pas été en état de se procurer les ouvrages, où Marx et Engels ont noté toutes les déviations bourgeoises depuis les plus réactionnaires jusqu'aux plus « révolutionnaires ». J'ai eu beaucoup de peine à obtenir ces manuscrits. Nous avons pour la première fois la photographie de tous les manuscrits non imprimés d'Engels et de Marx. Outre le manuscrit sur *l'Idéologie allemande*, nous avons toute une série de manuscrits qu'Engels a écrits au commencement des années 1880, comme complément de son « Anti-Dühring ». Ces manuscrits étaient littéralement ensevelis. J'ai pu me convaincre qu'en dehors de Bernstein personne n'en savait rien. Si nous considérons maintenant les ouvrages imprimés, nous voyons que, surtout après 1883, ils ont été de plus en plus soumis à la censure de la direction du parti.

Seuls les dirigeants savaient qu'Engels, dans son introduction à l'ouvrage de Marx « *La lutte de classes en France* », avait exprimé ses vues sur la possibilité de luttes de barricade après la révolution de 1848-49. Bernstein et tous les autres ont toujours prétendu qu'Engels était devenu opportuniste dans ses derniers temps. J'ai réussi à trouver l'original et vous allez voir ce qui a été supprimé :

« Cela signifie-t-il qu'à l'avenir le combat de rue ne doit plus jouer aucun rôle ? Nullement. Cela

signifie seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup plus défavorables pour les insurgés et beaucoup plus favorables pour les militaires. Un combat de rue à l'avenir ne peut être couronné de succès que si cette infériorité de la situation est corrigée par d'autres facteurs. Il se présentera plus rarement au commencement d'une grande révolution et aussi au cours ultérieur de la révolution et devra être entrepris avec de plus grandes forces. Ces dernières, comme pendant toute la révolution française, le 4 septembre et le 31 octobre 1870 à Paris, préféreront une attaque directe à la tactique passive des barricades ». Il n'est donc nullement question d'une renonciation à la révolution violente, au combat de barricades, comme on nous l'avait représenté.

Encore un exemple. L'une des plus grandes tâches qu'Engels ait accomplies après la mort de Marx, fut la publication du 2^e et du 3^e tomes du *Capital*. Il n'y a que ceux qui ont eu affaire aux manuscrits de Marx et d'Engels qui puissent se représenter le travail colossal que le vieil Engels a fourni en dehors de ses autres contributions à l'Internationale. Mais nous pensions depuis longtemps que ce n'était pas tout.

Si je vous dis maintenant que les *Théories sur la plus-value* connues de la majorité d'entre vous sont tirées d'un manuscrit qui est deux fois plus gros, vous comprendrez combien on peut encore trouver de contributions intéressantes à la question de savoir qui a raison, Luxembourg ou par exemple Boukharine. Pour comprendre théoriquement toutes les lois du développement capitaliste, il est de la première importance d'avoir toutes les recherches où Marx, embrassant pour la première fois la tradition scientifique des classiques de l'économie politique, a tenté d'expliquer le processus général de la production qu'eux-mêmes n'avaient jamais compris.

De ce point de vue, il est très important que nous arrivions dans cette édition complète de Marx et d'Engels à publier comme troisième partie tous les manuscrits de Marx sans aucune abréviation, sans aucun remaniement, en un mot tels que Marx les a écrits. Par exemple celui qui n'a pas lu le livre *Herr Vogt*, celui qui n'a pas compris ce livre ne saisira jamais le rôle que Marx a joué dans les années 1860-61 en tant que préparateur du mouvement de Lassalle.

Notre but est avant tout de publier une édition complète en 2.000 exemplaires d'une technique perfectionnée pour toutes les grandes bibliothèques.

À côté de cette tâche il y en a une autre non moins importante. On ne peut guère espérer qu'une édition de 50 volumes ou à peu près soit abordable pour tous. Il faut donc aussi avoir en vue pour chaque pays un choix des œuvres de Marx et d'Engels. Dans ce choix doivent entrer les choses les plus importantes, indiquant toutes les étapes de leur pensée. C'est là la première partie, le fondement, la partie générale de toutes les éditions pour tous les pays.

Vient ensuite une deuxième partie, adaptée aux besoins nationaux de chacun.

Dans ces dernières années, j'ai réussi à rassembler beaucoup de matériaux. Je vous serais infiniment reconnaissant si chaque membre du Parti et non pas seulement le Parti nous aiderait dans notre travail. J'adresse à tous les Partis la prière d'envoyer à l'Institut Marx-Engels par l'intermédiaire de l'I.C. tout ce qu'ils ont d'intéressant, car ce qui est intéressant pour eux l'est également pour nous. (*Longs applaudissements.*)

La résolution proposée par Riazanow est adoptée à l'unanimité.

La Réorganisation du Parti Communiste allemand sur la Base des Cellules d'usines

Considérations générales

Après les délibérations du 5^e Congrès mondial sur la réorganisation des Partis communistes sur la base des cellules d'usines, il paraît utile de passer en revue les plus importantes expériences allemandes dans ce domaine.

Un examen méticuleux de ce travail d'organisation montre que la conscience des membres en cette matière est si faiblement développée que la plupart des camarades considèrent les formes et les méthodes d'organisation traditionnelles comme une chose naturelle et valable une fois pour toutes. Ils ne saisissent pas que les formes et les méthodes d'organisation doivent s'adapter aux nécessités de la lutte politique de telle ou telle époque.

Pour cette raison, il faut critiquer en premier lieu et sans merci la pratique actuelle et montrer comment la structure et les méthodes social-démocrates correspondent à une politique parlementaire. Il faut également démontrer que l'orientation politique du P.C. exige nécessairement d'autres méthodes d'organisation. Le menchevisme en matière d'organisation doit disparaître du sein du Parti communiste.

Cela n'est possible que si, à propos de chaque campagne et de chaque action, nous critiquons ouvertement et sans aucun ménagement les tares. Partant de son expérience, le Parti doit justifier la nécessité de sa réorganisation fondamentale et fixer les mesures politiques et d'organisation nécessaires pour y arriver. L'expérience allemande démontre qu'en formulant de telles directives, il faut tracer aux camarades toute la voie de la réorganisation jusqu'à ses dernières conséquences, démontrer tous les dangers.

Si l'on s'arrête à mi-chemin, les camarades ne comprennent pas pourquoi, par exemple, on emploie l'expression *cellules d'usines* au lieu de fractions d'usines, et ils demandent avec raison ce que le travail dans les cellules d'usines contient de nouveau. Voilà pourquoi il faut exprimer dès l'abord et en principe, aussi nettement que possible, que la réorganisation sur la base des cellules d'usines c'est la réorganisation du Parti en vue de la préparation des luttes ouvrières et que par conséquent tout le travail du Parti doit être basé sur les usines.

Il ne s'agit pas seulement de créer des cellules d'usines, mais d'en faire la base du travail du Parti. Cela exige une campagne vaste et systématique.

Les cours d'organisation, auxquels ont participé surtout les représentants des grandes usines, ont donné les meilleurs résultats. Ces camarades ont rapporté dans les réunions générales sur les questions d'organisation. Le travail a été énormément facilité par la revue consacrée aux questions d'organisation, *Le travailleur du Parti*, où les plus importantes expériences en la matière ont été publiées.

La plupart des organisations du Parti ignoraient complètement quelles usines se trouvaient dans leur région et où les communistes travaillaient. Voilà pourquoi il était nécessaire tout d'abord de procéder à l'enregistrement des grandes et des moyennes entreprises.

La constitution des cellules d'usines fut commencée dans les usines où les conditions étaient le plus favorables. Malheureusement on n'a pu, au commencement, travailler dans les entreprises où nous n'avions pas de relations, mais qui sont décisives dans les luttes ouvrières comme, par exemple, les usines d'électricité et les chemins de fer. Pour tous les mouvements, il est important que le Parti réunisse spécialement les cheminots communistes et concentre ses meilleurs forces pour le travail politique parmi les ouvriers et les employés des transports.

Aux usines les plus importantes ont été attribués des fonctionnaires du Parti, des secrétaires, des rédacteurs, etc. pour soutenir le travail politique.

Sans un plan de travail exactement élaboré, où des dates sont fixées pour l'accomplissement des différents travaux, la réorganisation ne pourra être réalisée. Les bureaux fédéraux et les bureaux des sections sont chargés d'élaborer pour certaines périodes des plans de travail. Par les rapports à la Centrale ainsi que par le contrôle direct des sections et des cellules les plus importantes, la Centrale a exercé la pression nécessaire sur les fédérations.

On a constaté, lors de la constitution des cellules d'usines, que de nombreux camarades ne peuvent être saisis que difficilement. Nous devons nous décider à enregistrer tous les membres du Parti d'après l'usine où ils travaillent. Le travail fut exécuté par les fonctionnaires des sections locales. Ceux-ci transmettaient la carte de chaque membre travaillant à l'usine au président de la cellule ou bien, là où il n'y avait pas encore de cellule, aux camarades responsables de l'organisation de cette cellule.

Le membre n'exerce plus ses droits à la section, mais dans la cellule d'usine, ou bien dans la section de son lieu de travail.

En outre, il est encore enregistré dans la cellule de rue de l'endroit où il habite.

Il faut souligner le fait que chaque membre de la cellule reçoit des tâches concrètes dans le travail de la cellule. Chaque membre a son travail et l'exécution est contrôlée.

En cas de chômage, le membre reste autant que possible membre de la cellule de l'usine où il travaillait auparavant. Là où ce n'est pas possible, parce que le membre habite trop loin, il peut verser sa cotisation dans la cellule de rue où il demeure ou bien il peut être adjoint à une cellule d'usine de la région où il habite. Dès le moment où ce camarade travaille de nouveau et dans une autre usine, le trésorier de la cellule de rue doit immédiatement transmettre la carte à la cellule d'usine où le camarade a commencé à travailler.

Réorganisation des partis sur la base des cellules d'usines veut dire réorganisation de tout le travail du Parti. Il faut porter l'effort principal dans les grandes usines qui jouent un rôle décisif dans le mouvement révolutionnaire. C'est là que les cellules d'usines doivent constituer une base ferme pour la lutte ouvrière. Prenons par exemple la question syndicale. Jusqu'ici, les camarades se sont bornés de réunir par fraction les membres communistes des syndicats. Cela ne suffit

pas. Notre travail syndical doit se faire dans l'usine même.

Il faut également changer les méthodes de la préparation technique aux grandes luttes. Jusqu'ici le service de protection du Parti se basait sur les sections locales. Mais il faut que les centurries s'organisent et se développent dorénavant sur la base des usines. Ce n'est qu'à l'usine que nous serons à même de faire tous les préparatifs techniques pour la lutte.

La propagande politique doit être concentrée dans les usines. A la place des réunions publiques, nous organiserons des réunions d'usines. Les députés au Parlement doivent parler surtout dans ces réunions.

Les cellules d'usines décisives doivent recevoir les matériaux politiques directement des instances supérieures, pour que l'information soit aussi rapide que possible. Le recrutement doit se faire en premier lieu dans les usines, le renforcement des cellules d'usines étant la meilleure préparation de l'action du Parti.

La réorganisation de la vente du journal est d'une importance particulière. La presse communiste est aujourd'hui diffusée par les sections locales. Malgré toutes les difficultés techniques, il faut essayer de créer un système combiné et de faire distribuer le journal en premier lieu par les colporteurs des usines. Le journal doit avoir des relations intimes avec les usines. C'est de la plus grande importance pour toute notre action politique. Au fur et à mesure que les cellules d'usines fonctionnent et que le journal est répandu et discuté dans l'usine, son contenu change. Aujourd'hui quelques lignes seulement du journal sont écrites par des ouvriers. A l'avenir, les rapports des usines, les lettres d'ouvriers, etc., rempliront au moins la moitié des colonnes. Les correspondants des usines doivent être souvent réunis et instruits dans ce but. Il faut faire dans ce domaine un travail d'éducation systématique.

Le colportage des brochures et autres publications se fait aujourd'hui par les sections locales. Mais nous ne pourrions écarter des masses de tracts, etc. que si un système de colportage à l'usine est développé.

Le travail d'éducation poursuivi jusqu'ici par les sections locales doit être réorganisé. Surtout dans les grandes usines, les cellules doivent organiser des cours pour leurs membres, mais aussi pour l'ensemble des ouvriers.

Notre propagande parmi les femmes doit se concentrer en premier lieu sur les ouvrières des usines. Les femmes non occupées à l'usine doivent être mises en relations avec les femmes travaillant à la fabrique. Nos camarades femmes doivent participer régulièrement aux réunions des cellules.

L'agitation dans les campagnes doit être organisée sur la base de l'expérience des dernières luttes ouvrières, de sorte que les cellules d'usines travaillent systématiquement et en permanence dans les villages et dans les fermes qui leur ont été désignées. Si nous réussissons de cette façon à réaliser une liaison intime avec la campagne, le ravitaillement des ouvriers pendant les luttes ne sera pas difficile.

Une intime collaboration est nécessaire avec les cellules d'usines des jeunes communistes. L'importance des jeunes dans les luttes exige que les cellules soutiennent dans les usines la constitution et le développement des cellules des jeunes.

La description donnée ci-dessus de nos mesures d'organisation ne veut pas dire que le Parti alle-

mand aurait déjà accompli toute sa tâche. Mais nous constatons un progrès énorme en comparaison avec l'époque du 4^e Congrès.

Quelques résultats

A l'origine du P. C. A., il y a deux groupements différents : « Spartakus » et l'ancien Parti socialiste Indépendant. Les camarades de l'ancien Parti Indépendant ne connaissent que les organisations territoriales, tandis que les camarades du « Spartakus » avaient en grande partie basé leur organisation primitive sur les usines. Ils saisirent immédiatement la proposition de l'P. C. et jouèrent un rôle important, pour démontrer la nécessité de la réorganisation du Parti sur la base des cellules.

Aujourd'hui, il n'y a plus, dans le Parti allemand, de camarades qui ne soient persuadés de la nécessité des cellules d'usines ; les rapports des fédérations nous montrent que le Parti est en voie de se reconstruire complètement sur cette base.

Naturellement, l'abandon d'une structure à laquelle on était habitué depuis des dizaines d'années ne se fait pas aussi vite que l'intérêt du Parti l'exige.

La bourgeoisie comprend très bien quel accroissement de forces et quelle consolidation résulteraient pour le Parti Communiste de cette reconstruction sur les cellules d'usines. C'est pourquoi les patrons s'efforcent de briser l'influence du Parti Communiste dans les usines, en congédiant les ouvriers communistes. Il y a eu des moments où, dans certaines Fédérations, 80 % des membres étaient sans travail. Dans le bassin de la Ruhr, tous les communistes ont été expulsés des entreprises ; mais bientôt les patrons furent forcés d'en réintégrer une partie comme spécialistes qualifiés.

Le Comité central a traité d'une façon approfondie, dans la revue des fonctionnaires, *Le Militant du Parti*, la question des cellules d'usines. Mais la constitution des cellules ne s'est opérée sur une grande échelle que lorsque la presse du Parti, non seulement publiait des articles sur la nécessité des cellules, mais donnait la parole aux hommes de confiance des cellules existantes pour qu'ils fassent connaître à tous les membres du Parti et aux autres lecteurs de la presse communiste les expériences pratiques de l'usine.

Maintenant, toute la presse du Parti a une rubrique permanente, dans laquelle la question des cellules d'usines est traitée et des correspondances d'ouvriers sont publiées.

Cette organisation du Parti s'opéra dans les différentes régions différemment, selon la façon dont elles avaient engagé la lutte.

Sur les 365 entreprises métallurgiques de Berlin, il y en a 185 grandes et moyennes. Dans ces usines, il existe partout des cellules. Les petites entreprises sont groupées de façon à ce que plusieurs d'entre elles forment une cellule.

Dans les grandes usines des autres branches d'industrie, il existe également des cellules, qui, en général, accomplissent bien leur travail politique. Le travail des cellules d'usine souffre, cependant, d'une lacune. Il y a trop peu de journaux d'usines.

Dans le bassin de la Ruhr, les cellules d'usines sont devenues une institution générale. Le journal *L'Echo de la Ruhr* publie chaque semaine une rubrique : « Ce que dit le Mineur », en outre de

la rubrique quotidienne : « De la Mine et du Haut Fourneau. » Comme les rapports des cellules à la direction fédérale n'étaient pas satisfaisants, les rédacteurs politiques ont entrepris l'instruction de rapporteurs de cellules.

En Westphalie, il y a des cellules dans dix-huit grandes usines, avec un personnel ouvrier de 1.000 à 3.000 hommes. Dans les Hauts Fourneaux de Hespe, où il existait une cellule de plus de 200 membres, tous les camarades ont été congédiés. Dans les ateliers des chemins de fer Schwert, il y avait 80 camarades dans les cellules ; il ont été également congédiés, à l'exception de cinq.

Dans le Rhin moyen, il y a, dans presque toutes les grandes usines métallurgiques et dans les houillères, des cellules qui, cependant, ne perçoivent pas de cotisations.

Dans Gross-Stuttgart, il n'y a aucune entreprise où il n'y ait de cellule. Là où fonctionnent les cellules d'usines, les élections des conseils d'usines se poursuivent très bien.

En Thuringe, le recensement des entreprises est énergiquement poursuivi ; dans les fabriques de chaussures d'Erfurt, la perception des cotisations a déjà lieu.

Dans les trois districts de Saxe, le travail des cellules se poursuit activement. Sur 302 exploitations enregistrées dans le district du Erzgebirge-Vogtland, il y a 117 cellules, avec 1.200 membres. Ce district édite un journal d'usine modèle : *La Voix de l'Usine*. Plusieurs grandes exploitations ont leur journal particulier.

Le groupe local « Aue » a un journal d'usine de 4 pages : *Le Dragon rouge*, qui est beaucoup lu. En outre, pour l'ensemble du district, il est publié, par les soins des cellules d'usines, un journal illégal bi-mensuel.

Dans le district de Halle-Mersebourg, les cellules d'usines ont été en partie détruites par l'exclusion de tous les communistes et en partie affaiblies par l'exclusion des fonctionnaires. Toutefois, les fonctionnaires continuent d'appartenir à leurs cellules.

Depuis la réapparition du *Klassenkampf*, la rédaction a consacré à la question des cellules d'usines et de leurs journaux l'attention nécessaire. Il n'existe presque plus de grande usine sans journal, dont le tirage augmente avec chaque numéro. La cellule du Leuna-Werk édite un journal, *Le Leuna-Prolet*, dont le tirage a augmenté de 500 à 3.000. La direction de l'usine a promis une récompense de 3.000 marks à celui qui dénoncerait l'éditeur et l'imprimeur. Tous les camarades chez lesquels on trouve le *Leuna-Prolet* sont immédiatement congédiés. De même, dans les autres grandes usines, dans le « Mansfeld Syndikat A.-G. », « Agfa Filmwerk Wolfen », « Gross Kraftwerk Golpa Zschornewitch », partout le tirage de journaux d'usines augmente. Dans le district de Wasserkante, il y a 60 cellules d'usines. Dans Altona-Ottensen paraît le journal d'usine *Le Bolschewik*, avec un tirage de 1.000 exemplaires.

Non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, les cellules d'entreprises commencent à prendre pied.

En Poméranie, région purement agricole, nous avons des cellules dans les grands domaines. Certaines ont jusqu'à 25 camarades, sur une centaine de travailleurs.

Ces renseignements de diverses régions datent de la première semaine de mai et ne sont pas

complets. Dans les deux ou trois derniers mois, le travail des cellules a fait des progrès, grâce à l'ardeur avec laquelle le Parti s'est mis au travail, après sa consolidation intérieure. La jeunesse communiste allemande a également fourni un travail remarquable sous ce rapport ; elle s'est montrée beaucoup plus active que le Parti lui-même, et immédiatement après la résolution du C. E. de l'I. C., surtout dans le bassin de la Ruhr, elle a créé ses cellules. L'expérience des jeunes a été d'une grande utilité pour le Parti.

Le Parti allemand n'est pas encore complètement reconstruit sur la base des cellules d'usines. Il se passera encore pas mal de temps avant que cette reconstitution ait atteint des proportions suffisantes.

Cette courte esquisse sur le mouvement des cellules montre que le Parti Communiste allemand consacre toute son énergie à la réorganisation. Les expériences faites par les cellules existantes sont de la plus grande utilité pour les camarades qui n'ont pas encore procédé à la création des cellules ou qui, pour une raison quelconque, n'ont pu encore y procéder.

URBAN.
(Allemagne.)

CAMARADES,

Demandez à la « Librairie de l'Humanité »,
120, rue Lafayette

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Projets présentés à la discussion du
5^e Congrès mondial

240 pages.....PRIX : 7 francs

LE LÉNINISME

THEORIQUE ET PRATIQUE

par

I. STALINE

100 pages.....PRIX : 2 francs

ERRATUM

Dans l'article de la Fédération de la Seine : « Une étape nécessaire », (paru dans le *Bulletin Communiste* du 18 juillet), un passage de phrase a sauté, ce qui en fausse complètement le sens.

Au 4^e paragraphe, 2^e colonne, page 682, il faut lire :
« La direction intérimaire n'a pas recherché ni la popularité ni une majorité de Congrès issue de sympathie personnelle, elle n'a en vue que l'intérêt du Parti et sa bolchevisation. Le mérite des camarades chargés de la direction du Parti durant l'absence des délégués au 5^e Congrès mondial, avec lesquels d'ailleurs furent euborées, avant leur départ, les lignes générales du travail à accomplir par le Secrétariat intérimaire, fut de lutter et de rompre avec les méthodes et pratiques social-démocrates subsistant encore dans les sommets ; ils ont ainsi facilité grandement la tâche des militants responsables qui prendront la direction du Parti après le 5^e Congrès mondial et qui, nous en avons la certitude, se trouveront de se trouver en présence d'un terrain déblayé en partie, sur lequel ils pourront bâtir un Parti français digne de l'Internationale bolchevick. »

Le Plan des Experts et les Antagonismes dans la Bourgeoisie Française

Après deux semaines de travaux laborieux, la Conférence de Londres est acculée dans une impasse.

Ni les délibérations dans les Commissions, ni les tête-à-tête des diplomates avec les banquiers américains et anglais n'ont abouti à un résultat tangible.

Même le compromis dans la question de la Commission des Réparations, accueilli joyeusement par la presse libérale comme une première victoire s'est montré inexistant, et les antagonismes se sont fait jour de nouveau.

La Conférence de Londres n'a pas avancé d'un pouce depuis son ouverture, et il devient de jour en jour plus évident qu'elle n'aboutira à rien.

Le sort du gouvernement Macdonald, et en grande partie celui de M. Herriot, sont liés à l'issue de la Conférence de Londres. L'échec de la Conférence amènera la chute de Macdonald et peut-être aussi celle de Herriot. Il n'y a donc rien d'étonnant que le socialiste Macdonald et son soutien Herriot fassent tout leur possible pour sauver la Conférence.

Il n'est donc pas impossible qu'on maintienne la façade de la Conférence et qu'on la termine par un accord purement formel.

Mais, en ce qui concerne la réalisation pratique du plan des experts, elle se heurtera à des obstacles qui rendront impossible son exécution.

La bourgeoisie allemande usera de tous moyens pour se libérer du joug que constitue pour elle l'exécution du plan des experts, et elle la sabotera sur tous les points. Elle profitera de l'antagonisme existant entre le capital américano-anglais et français, et des antagonismes dans le camp même de la bourgeoisie française.

Essayons d'esquisser la nature de ces antagonismes.

L'antagonisme franco-anglais

Cet antagonisme ne date pas d'aujourd'hui. Depuis des siècles déjà, la France poursuit une lutte acharnée contre l'Angleterre pour l'hégémonie en Europe. Dans le cours de l'Histoire, la forme et l'intensité de cette lutte ont pris un aspect différent. Mais leur acuité était toujours très grande et aboutit souvent à la guerre, dans les moments où la France se sentait forte.

Dans la période après la guerre de 1914-1918, la lutte revêtit la forme d'une lutte autour du problème des réparations.

L'occupation de la Ruhr a marqué un tournant important dans cette lutte. Ce fut l'expression de la volonté de la France de se défaire de la tutelle de l'Angleterre. L'entrée dans la Ruhr fut, en quelque sorte, une déclaration de guerre à l'Angleterre. Mais cette guerre de diplomatie s'est terminée par une défaite de la France ; dans la lutte pour l'hégémonie en Europe, la France a été battue. Cette défaite se manifeste par le plan des experts et son acceptation par la France.

Mais l'Angleterre n'est pas le seul vainqueur dans cette lutte. Elle a pris le dessus grâce à

l'aide de l'Amérique, et elle doit donc partager avec celle-ci son butin. Mais le fait reste que le plan des experts constitue la soumission de l'Allemagne par le capital anglo-américain et que le capital français n'en retirera pas la plus petite part.

La bourgeoisie française est aussi allée à Londres avec des sentiments très mêlés. Rien d'étonnant qu'elle ait attaché une telle importance à la question des sanctions en cas de manquement et qu'elle l'ait mise au premier plan de la question de l'exécution du plan des experts. Son effort a tendu à obtenir la liberté d'action, à se débarrasser, à un moment favorable, du plan des experts et à se libérer de la tutelle anglo-américaine.

Le premier compromis dans la question de la C.D.R., au début de la Conférence de Londres, qui fut accueilli dans la presse gouvernementale par des cris d'allégresse, rend singulièrement plus difficile à la France sa délivrance du plan des experts. Aussi, ce compromis est-il devenu un embarras pour la Conférence, et son échec s'accélère-t-il. Et même, si la Conférence doit arriver à bonne fin, la bourgeoisie française s'efforcera, hors de la scène politique internationale, de saboter l'exécution du plan des experts et d'empêcher sa réalisation.

L'industrie lourde

L'industrie lourde française, le Comité des Forges (et les Banques qui lui sont attachées, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union Parisienne, etc.), qui produisent au premier rang pour l'Etat des chemins de fer, etc., sont, plus que tout autre groupe d'industrie, liés au sort de la politique internationale de la France, à son succès ou à sa ruine. Ils sont devenus les inspirateurs de cette politique internationale et ils restent en opposition irréductible au plan des experts. Mais ce n'est pas seulement sur ce terrain qu'ils combattent ce plan.

La question du coke rhéno-westphalien est pour l'industrie lourde une question de la plus grande importance, sinon vitale. Depuis la fin de la guerre, elle s'est efforcée aussi de s'attacher, sinon politiquement, du moins économiquement, le bassin de la Ruhr. Mais la réalisation du plan des Experts signifie la ruine de ce calcul. Elle retranche ce problème de la scène politique pour un temps indéfini. Il est hors de doute que l'industrie lourde ne se tiendra pas pour satisfaite ainsi.

Plus encore. L'évacuation de la Ruhr est une des exigences principales du plan des Experts. A la veille de l'invasion de la Ruhr, l'industrie lourde était prête à un accord direct avec Stinnes et autres. L'occupation de la Ruhr devait influencer encore plus favorablement pour la France sur la conclusion de cet accord. L'évacuation de la Ruhr exigée par les experts met fin à ces espérances et à ces calculs. Ce sera encore là une conquête de l'Angleterre. Mais l'industrie lourde française s'oppose à cela, et doit s'y oppo-

ser. Rien d'étonnant que le *Temps* ait accueilli l'ouverture de la Conférence de Londres en indiquant que « l'entente directe avec l'Allemagne serait de plus en plus compromise ». *La politique de l'industrie lourde française vise ou bien à l'avortement de la Conférence ou bien au sabotage ultérieur du plan des Experts.*

La grande Industrie et le grand Commerce

A côté de l'industrie lourde, un grand rôle est joué dans la politique française par la grande industrie, le grand commerce et les banques qui s'y rattachent. C'est la vieille industrie définition traditionnelle française : soie, manufactures, etc.

Ce rôle va devenir particulièrement important maintenant sous le gouvernement Herriot. Ces groupes là aussi, en dehors des intérêts de politique internationale, à cause de leurs propres intérêts de groupe, sont fort peu enthousiasmés par la Conférence de Londres.

Le plan des Experts prévoit, comme on sait, pour la première année, un emprunt de 800 millions de marks-or pour l'Allemagne, emprunt qui sera utilisé en grande partie pour le financement des livraisons en nature de l'Allemagne. Dans les années suivantes, l'Allemagne devra payer des sommes plus fortes au comptant et en nature. Mais ni les paiements au comptant ni les prestations en nature n'enchantent ces groupes (pas plus que l'industrie lourde).

Car des livraisons en nature de l'Allemagne signifient pour l'industrie et le commerce français une augmentation de la concurrence allemande sur le marché intérieur ; et les paiements au comptant — une aggravation de la concurrence sur le marché mondial, car ce n'est qu'en augmentant ses exportations que l'Allemagne pourra payer.

Par suite la Conférence ne peut arriver à aucun résultat non plus dans la question des livraisons en nature. En outre, dans cette question, les intérêts d'une partie de l'industrie manufacturière anglaise rejoignent ceux de l'industrie française. Eux aussi craignent la concurrence des livraisons allemandes.

Par ailleurs, l'industrie manufacturière française, exactement comme l'industrie lourde, est opposée à tout paiement en or de la part de l'Allemagne, qui pourrait entraîner une stabilisation du franc, car la chute continue du cours du franc sert l'intérêt de ces groupes ; en animant les affaires et en favorisant l'exportation française.

Reste d'autre part la question des chemins de fer allemands, des crédits allemands et de la participation à l'industrie allemande, qui représentent le contenu essentiel du plan des Experts. Le contrôle des tarifs de chemins de fer et de la politique des crédits doit rendre possible l'étranglement de la concurrence allemande et empêcher le développement de l'économie allemande. Certes, cela est aussi de l'intérêt de l'industrie française. Mais comme ce sera exécuté par des Commissions où le capital anglo-américain aura la haute main, c'est avant tout dans l'intérêt de l'Amérique et de l'Angleterre que l'Allemagne sera garrottée. Les intérêts français, on s'en souciera peu. Le gros morceau que sert le plan des Experts restera pour la France fort maigre.

Le gouvernement et la petite bourgeoisie

Sur qui s'appuie le gouvernement Herriot à Londres ? Qu'est-ce qui anime sa politique, laquelle tend à l'exécution du plan des Experts ?

La grave situation financière, le péril toujours menaçant d'une rapide chute du franc, pousse le gouvernement à la douce étreinte du « riche cousin d'Amérique ». Le gouvernement et les milieux qui l'entourent espèrent un soutien financier de l'Amérique. Et la main dans la main du gouvernement vont les grosses banques de dépôt (Crédit Lyonnais, Société Générale, etc...) et les cercles financiers qui s'y rattachent. Ces banques ont placé une grosse part de leur capital dans les emprunts officiels, leur clientèle se compose surtout de l'épargne petite-bourgeoise, et par suite elles veulent à tout prix s'opposer à une chute du franc : le plan des experts est un moyen à cette fin.

Le second appui de la politique de réparations de Herriot, ce sont les vastes masses petites-bourgeoises, les paysans et une partie de la classe ouvrière. Ces milieux sont frustrés de leur épargne par la chute continue du franc, leur situation économique empire de mois en mois, d'année en année. D'abord, ils espéraient que « le boche paierait tout » et que cela empêcherait leur ruine. Puis vint l'occupation de la Ruhr. Ils espéraient de nouveau que cette nouvelle annexion améliorerait leur sort. Mais en vain. Maintenant tout leur espoir est en Herriot. Ils ont confiance en le plan des experts, en l'aide américaine, en attendant un nouveau désenchantement.

Enfin, la politique actuelle de Herriot trouve un appui partiel aussi dans la grande industrie et le grand commerce. Ceux-ci espèrent obtenir par le plan des experts un certain apaisement en Europe centrale, et en même temps une reprise d'activité de leurs affaires. Mais comme ce ne sont là que de vagues espoirs, et que leurs intérêts pratiques sont en opposition avec le plan des Experts, cet appui est pour Herriot et le plan des Experts très instable, et peut à tout moment se dérober.

La position de Herriot à Londres est très difficile. La base d'une politique des réparations consistant en l'acceptation du plan des Experts est fort étroite. Si les concessions du capital anglo-américain en faveur de la France et la perspective d'une aide financière américaine feront changer d'avis la bourgeoisie française — c'est ce qu'un proche avenir montrera. Quels que puissent être les résultats de la Conférence de Londres, l'exécution du plan des Experts se heurtera à l'opposition vigoureuse de l'industrie lourde et des autres groupes d'industrie de France, et c'est ce qui le fera avorter.

RUIS.

L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme.

Le régime de la propriété a subi de constants changements, de continuelles transformations historiques.

La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise.

Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Karl MARX.

VERS UN PARTI MONDIAL UNIQUE

A quoi tend essentiellement le travail de l'Exécutif de l'I.C. ? A quoi tend la résolution adoptée par le 5^e Congrès mondial, sur le rapport de l'Exécutif ? *A créer un Parti Communiste mondial unique, imprégné de l'unité de pensée et de volonté, ayant un programme et une tactique uniques, basé sur un principe d'organisation sensiblement le même, menant une politique au fond identique dans les différents pays et, surtout, menant une politique mondiale unique et agissant comme un parti communiste, comme une organisation prolétarienne unique.*

C'est là, on le sait, le but que s'était assigné la I^{re} Internationale. Mais elle a été impuissante à l'atteindre. Bien plus, c'est précisément en voulant créer un parti prolétarien mondial unique, dirigé par une organisation centrale unique, qu'elle s'est effondrée. L'absence de partis prolétariens organisés dans la majorité des pays capitalistes a d'ailleurs contribué à cet effondrement.

La II^e Internationale avait sur la I^{re} l'avantage de posséder une base plus ferme et plus large, en l'espèce, des partis socialistes qui existaient, tout au moins dans les principaux Etats bourgeois. Au début, elle cherchait, semblait-il, à constituer un parti socialiste international unique. Mais bientôt elle renonça à ce projet et, quoique disposant pour sa réalisation de beaucoup plus de forces matérielles que la I^{re} Internationale, elle fit faillite, parce qu'il lui manquait les éléments idéologiques, le désir de créer le parti mondial unique de la classe ouvrière.

Dès ses débuts, la III^e Internationale s'est efforcée de combler cette lacune du mouvement ouvrier. Quoique n'étant pas formulée alors d'une façon précise, l'idée de la création d'un parti prolétarien mondial apparaissait, néanmoins, plus ou moins clairement à tous et présidait à toute l'action de l'I.C. Elle fut pour la première fois formulée plus ou moins exactement au 4^e Congrès, c'est-à-dire au moment où les facteurs matériels et spirituels nécessaires pour sa réalisation commençaient à apparaître. *Dans l'espace de temps compris entre le 4^e et le 5^e Congrès, un grand pas en avant dans ce sens a été fait.* Et maintenant, la résolution du 5^e Congrès proclame nettement la nécessité de travailler dans chaque pays et dans chaque organisation communiste, de façon à souder l'Internationale Communiste en un parti mondial unique.

Cette résolution, il est vrai, reconnaît que, « à l'heure actuelle, il manque encore beaucoup de choses à l'Internationale Communiste pour devenir le véritable parti mondial » du prolétariat révolutionnaire. Mais, en même temps, elle constate que, durant ces dernières années, nous nous sommes considérablement rapprochés de ce but, que pour l'atteindre nous avons déjà les *bases matérielles* (bolchevisation de plus en plus accusée des partis communistes) et les *bases spirituelles* (conscience, de la part des membres et des organisations de l'I.C., de la nécessité de transformer l'Internationale Communiste en un parti mondial unique).

Ce qui forme la base essentielle de toutes les Internationales, ce qui représente la possibilité d'une union internationale des ouvriers, c'est, au

fond, *l'identité de situation du prolétariat dans tous les Etats capitalistes.* Mais, à côté de ce facteur essentiel, qui rend possible et même indispensable l'union internationale des ouvriers, il en est une *série d'autres qui entravent cette union.* Différence de culture, différence de rapports des classes, différences assez profondes entre les couches et catégories du prolétariat lui-même, différence de situation des divers pays, tout cela, et beaucoup d'autres choses encore, font obstacle à l'union du prolétariat sur l'échelle nationale, et à plus forte raison sur l'échelle internationale. Néanmoins, *la tendance à l'unification l'emporte, en fin de compte, et fait de l'Internationale, non seulement un idéal abstrait, mais un besoin pratique de la vie quotidienne.*

L'identité de situation des différents groupes nationaux du prolétariat international à la *première période du développement capitaliste* (alors que dans la majorité des Etats le système capitaliste ne faisait que se constituer, mais manifestait déjà partout dans une mesure égale ses côtés négatifs), a enfanté la I^{re} Internationale, où la tendance à l'unité se faisait très fortement sentir. *La période organique de développement du capitalisme*, où ce dernier s'était déjà consolidé dans la plupart des pays, mais était encore dans toute sa force et pouvait détruire l'unité du prolétariat en favorisant certains de ses groupes et en écrasant les autres, a créé la II^e Internationale, avec son aspiration à l'autonomie des sections nationales, sa tendance extrêmement faible à la réalisation de l'unité prolétarienne véritable et son caractère opportuniste général.

La troisième période de développement du capitalisme que nous traversons actuellement et qui est la période de l'impérialisme, de la décadence du capitalisme, crée de nouveau la possibilité de l'union de la majorité des masses prolétariennes de tous les pays sur le terrain de la lutte révolutionnaire pour la destruction du régime bourgeois et l'instauration du régime communiste.

C'est cet état de choses qui a engendré la 3^e Internationale, qui lui a permis de remporter jusqu'à ce jour des succès considérables et qui lui assurera la victoire complète à l'avenir. Quoique avec beaucoup de peine et de heurts nombreux, la création d'un parti prolétarien mondial unique ne cesse de progresser. Ainsi, à nos Congrès mondiaux, nous sentons nettement cette formation d'un parti ouvrier unique sur l'échelle nationale comme sur l'échelle internationale. L'action de l'Exécutif, où aboutissent les fils qui partent de tous les Partis communistes des différents pays, montre clairement comment se forme progressivement ce parti mondial unique. Grâce à l'aide de l'Exécutif, les Partis communistes, au cours de ces dernières années, ont surgi dans les pays les plus divers, se sont organisés, épurés, refondus, ont choisi telle ou telle voie politique, et l'on a pu constater que leur hétérogénéité et leurs divergences de vues, résultat fatal du passé, s'atténuent de plus en plus, tandis qu'apparaissent de plus en plus nettement au premier plan l'élément qui leur est commun à tous, ce qui unit toute la classe ouvrière internationale et en fait une force unique.

L'Exécutif de l'I.C. a réglé non seulement les

questions de politique intérieure des différents Partis communistes, mais aussi les questions de leur politique internationale (que l'on se souvienne de son action lors de la campagne de la Ruhr), y compris la question nationale, la question coloniale, etc. En un mot, l'Exécutif a été le réalisateur non seulement d'une politique communiste nationale unique, mais aussi d'une politique communiste internationale unique.

Bien plus, l'Exécutif, ou mieux l'Internationale Communiste, non seulement a aidé à la naissance et à la formation des différents Partis communistes, mais il a contribué aussi à la formation de grandes organisations internationales complétant l'action du parti politique unique du prolétariat ou, comme l'*Internationale Syndicale Rouge*, unissant la classe ouvrière internationale sur une base autre que la base politique, ou encore, comme l'*Internationale Paysanne*, groupant en une force internationale les autres couches sociales.

En même temps, comme le constate la résolution adoptée, l'Exécutif, ou plus exactement l'Internationale Communiste dont il est l'expression et l'instrument, a contribué à la bolchévisation des Partis communistes, les a habitués à une « discipline de fer », à une rigoureuse unité d'action et de pensée.

Les interventions de l'Exécutif ont parfois suscité des protestations. Mais ces protestations ont montré uniquement qu'il existait dans les rangs de la 3^e Internationale des éléments qui n'en avaient pas encore compris ou qui ne pouvaient en comprendre les tâches essentielles et qui, par suite, devaient en être écartés (parfois temporairement). Il va de soi que l'unité d'esprit, d'organisation et de tactique des différents Partis communistes rend fréquemment inutile l'intervention de l'Exécutif. C'est cette unité précisément qui est le plus sûr garant de la cohésion du parti mon-

dial. Mais elle ne se crée que progressivement, avec peine et, comme l'a montré l'expérience, uniquement par l'influence de certains Partis communistes avancés sur d'autres plus ou moins arriérés. Cette influence des Partis comme les mieux organisés et les plus expérimentés sur d'autres s'exprime formellement par l'intervention de l'Exécutif (quoique parfois elle s'exerce directement).

Il est nécessaire que tous les Partis communistes deviennent des partis bolcheviks véritables et qu'il existe un organe international disposant d'une compétence et d'une autorité suffisantes pour diriger la politique mondiale unique du prolétariat. Lorsque tous les partis du prolétariat auront atteint un degré suffisant de développement, la forme de l'intervention de l'Exécutif ne sera plus la même. Mais, loin de se relâcher, son pouvoir se renforcera considérablement dans la mesure où il s'appuiera sur une base parfaitement homogène et sera appelé à régulariser l'action des différents partis.

C'est pourquoi la résolution sur le rapport de l'Exécutif déclare : « Chaque organisation du Parti, chaque communiste isolé doit avoir nettement conscience du rôle révolutionnaire dirigeant du Parti communiste et de l'Internationale Communiste, afin que de cette conscience de l'unité combattive communiste naissent la fidélité et le dévouement inébranlables qui feront du parti une organisation bolcheviste et de l'Internationale le parti mondial auquel la victoire est assurée ».

Accueillant avec joie ces paroles, nous exprimons en même temps la ferme conviction que, comme le déclare la fin de la résolution, l'Internationale Communiste, profitant de son expérience, ira au devant des batailles prochaines avec la volonté de la lutte et la foi en la victoire.

L. STEKLOV.

Pour l'Internationale Paysanne

En septembre 1923, un certain nombre de délégués paysans de la plupart des pays du monde étaient réunis dans la grande salle du trône au Palais du Kremlin, à Moscou, et étudiaient les bases de l'Internationale paysanne.

Sur la proposition faite le 12 octobre par le camarade Burghü, délégué paysan allemand sans parti, la Conférence internationale des paysans a demandé au Comité Exécutif de l'I.C. de désigner un militant pour venir prendre la parole devant les délégations paysannes.

Le camarade Zinoviev, président de l'Internationale Communiste est venu lui-même et a prononcé le discours suivant :

Camarades,

L'Internationale Communiste suit avec une extrême attention vos travaux. Cette première Conférence Paysanne Internationale sera un événement historique.

Camarades, la première Internationale ouvrière fut fondée en 1864. Sa naissance était également liée à une Exposition Internationale, celle de Londres, où s'étaient réunis des ouvriers de plusieurs pays. De même, des camarades sont arrivés à l'Exposition agricole de Moscou et en ont profité

pour fonder la première Internationale Paysanne. La différence est qu'alors les ouvriers étaient les hôtes d'un pays capitaliste, tandis qu'aujourd'hui les paysans sont des hôtes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

L'Internationale Paysanne se fonde 60 ans plus tard que l'Internationale Ouvrière. Ce n'est pas un hasard : les paysans sont plus disséminés, moins lettrés, moins capables d'effort organisé.

Pendant des siècles, les paysans sont restés sans lien entre eux, sans organisation politique même à l'intérieur d'un seul Etat, ils n'ont donc pu penser à s'organiser internationalement. Aujourd'hui enfin, nous posons la première pierre de l'Internationale Paysanne.

Il en est peut-être qui ne se rendent pas compte de l'importance de cet événement.

Dans un an ou deux, nous verrons les fruits. Notre maître Lénine, qui n'est pas encore complètement guéri de sa maladie, mais qui a déjà la possibilité de prendre connaissance de ce qui se passe, a manifesté un grand intérêt pour cette conférence, sa composition, ses matériaux, son caractère, etc... Or, s'il est un homme particulièrement habile à démêler dans l'enchevêtrement des événements le point essentiel, c'est bien Lénine. (Applaudissements.)

L'extérieur de cette conférence n'est peut-être pas suffisamment imposante, mais son contenu immense. Avant la guerre impérialiste, une tentative comme la nôtre aurait peut-être été condamnée d'avance. La classe paysanne était encore trop arriérée, trop peu habituée à l'organisation internationale. Mais aujourd'hui, prenons par exemple le paysan français : il n'est plus ce qu'il était. C'est un nouvel homme. Il a durement souffert de la guerre. Lui qui était le ferme soutien du régime bourgeois, traverse une période d'oscillation. Il en est de même des autres pays. Même là où le paysan s'était engagé à fond avec la bourgeoisie, où il votait pour les partis des prêtres et des hobereaux, il cherche une autre voie, et le moment n'est pas loin où il tendra la main à la classe ouvrière.

Que manquait-il à la révolution russe pour vaincre en 1905 ? Justement l'alliance des paysans avec les ouvriers. Les ouvriers se sont battus comme des lions sur les barricades, et pourtant la révolution fut noyée dans le sang.

Pourquoi ? Parce que l'armée composée de la jeunesse paysanne était dévouée au tsarisme.

Qu'a-t-il récemment manqué à la révolution bulgare ? C'était surtout une révolte paysanne.

Que manque-t-il en Italie, où domine le paysan, pour vaincre les fascistes ? L'union des paysans avec les ouvriers. Les fascistes les battent séparément chacun son tour. L'union des paysans avec les ouvriers est une nécessité historique. Ceux qui veulent la réaliser verront inévitablement leurs efforts couronnés de succès, car ils œuvreront pour une chose déjà mûre.

Il y a eu un temps où la classe ouvrière ne le comprenait pas : non seulement la classe ouvrière, mais aussi son avant-garde. L'Internationale Communiste pendant cette année a beaucoup fait pour déraciner ces préjugés. La vieille doctrine selon laquelle les paysans ne nous concernent pas, et nous seuls sommes le parti des travailleurs, est maintenant abandonnée. Les ouvriers ont compris la nécessité de l'union avec le paysan. A celui-ci d'agir.

Maintenant, c'est sur le plan international qu'il faut faire triompher cette vérité. L'Internationale Communiste s'est grossie de nouvelles forces, venues des campagnes. Ainsi, Renaud Jean, qui dirige l'action parmi les paysans en France, et une foule d'autres, comme Dombal, le leader du mouvement paysan polonais, sont parmi nous.

Il en est dans tous les pays. Ils représentent une nouvelle génération de communistes, le paysan rénové, politiquement éduqué par la guerre impérialiste.

Elle a été reçue fraternellement dans l'Internationale Communiste. Il est possible que l'un ou l'autre de cette nouvelle génération apporte parfois une erreur, un préjugé, mais il apporte aussi cette entente des affaires qui est naturelle aux campagnards et qui nous est si nécessaire pour vaincre internationalement.

La tâche des années qui viennent sera d'établir un lien entre la classe ouvrière et les masses paysannes. Ce qui se fait ici n'est qu'un commencement. Vous jalonnez la voie du village à la ville; nous de la ville au village ; nous nous rencontrerons sur cette voie. Elle doit être large et solidement construite. (*Applaudissements.*)

On a tenté de créer l'Internationale verte des paysans. Parfois ont participé à ces tentatives des paysans bien intentionnés, mais de fait la direction était entre les mains des grands propriétaires et de la bourgeoisie. L'Internationale verte s'est fanée avant d'avoir fleuri. Mais le fait de cette

tentative de la part des partis cléricaux et agrariens est caractéristique. Ils ont senti qu'après la guerre le paysan n'est plus le bétail qu'on conduit à la boucherie. Ils ont voulu séduire les paysans, les pousser dans un semblant d'Internationale qui ne serait, en réalité, qu'un instrument entre leurs mains. Je suis convaincu que votre Internationale ne sera pas jaunie et malpropre, mais une véritable Internationale Rouge. (*Applaudissements.*) La situation internationale l'exige. Dans peu de temps, l'humanité sera secouée par une nouvelle guerre. L'impérialisme mondial, l'impérialisme français en tête, veut écraser la révolution qui se développe sous nos yeux.

Les paysans ne veulent pas de guerre nouvelle, il leur suffit d'avoir goûté à la maudite guerre impérialiste de 1914-1918. L'Internationale Paysanne Rouge naîtra au cri de : « A bas la guerre ». Nous déclarons la guerre à la guerre sans attendre qu'elle soit un fait accompli, mais dès à présent, pendant qu'elle se prépare. Dès maintenant, il faut commencer à soulever les campagnes françaises, italiennes, allemandes, polonaises, hongroises, norvégiennes, en un mot de tous les pays. Il faut expliquer au paysan que la bourgeoisie se prépare à la guerre pour écraser la révolution allemande. Il faut lui expliquer que le capitalisme français, anglais, polonais, prépare une nouvelle boucherie qui, si nous la permettons, sera plus terrible encore que celle de 1914-1918. Voilà un large champ d'action sur lequel l'Internationale Paysanne se rapprochera de l'Internationale Ouvrière.

L'Internationale Communiste suit avec une extrême attention les travaux de votre Congrès. L'Internationale Paysanne était la dernière qu'il nous restait à créer pour avoir le système de leviers capable de renverser le régime bourgeois. L'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie est un des leviers les plus essentiels. La classe ouvrière est mieux organisée, plus consciente ; elle a été trempée par les expériences et les défaites, elle sera donc au premier rang. Mais la classe paysanne sera l'infanterie lourde.

N'exagérons pas, restons dans des limites modestes, avançons pas à pas, mais ayons conscience de travailler pour une grande cause. La République des Soviets est fière non seulement d'avoir pu contribuer à la création de l'Internationale ouvrière, mais aussi de pouvoir maintenant aider les paysans de tous les pays à poser la base de la Grande Union qui grandira et trouvera de la part des Partis communistes une aide toujours plus fraternelle. Si nous créons cette union fraternelle, nous deviendrons effectivement la plus grande force de l'univers.

Le mot d'ordre capital de demain, après la conférence, c'est : A bas la nouvelle guerre impérialiste.

Vive la révolution prolétarienne d'Allemagne qui, comme un orage vivifiant, passera sur toute l'Europe et déchargera l'atmosphère trop étouffante !

Vive la grande révolution prolétarienne qui libérera le monde entier ! Mais surtout vive, à partir d'aujourd'hui, l'alliance indissoluble, indestructible de la classe ouvrière et de la classe paysanne !

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur